CHIL

1970 - 1972

mobilisation des masses

I DANS L'EUPHORIE DE LA VICTOIRE

Lorsque, au soir du 4 septembre 1970, Salvador Allende remporte le plus grand nombre de suffrages (36,3%) aux élections présidentielles, une nouvelle période historique s'inscrit dans l'histoire du Chili.

1. LE CONTEXTE HISTORIQUE

Le mouvement ouvrier chilien bénéficie d'une longue histoire : au début du siècle, les premières grandes grèves et manifestations dans les mines de nitrate du nord du pays ont contribué à forger une tradition de lutte dont s'imprègnent les premiers partis ouvriers ; le Parti Communiste, puis le Parti Socialiste dont la création date de l'éphémère République Socialiste de Marmaduke Grove qui dura 12 jours en 1932 (1) . Puis on assiste en 1938 à la victoire du premier Front Populaire d'Amérique Latine, qui survivra pendant une dizaine d'années bien que les Partis ouvriers aient dù rapidement abandonner la direction du mouvement à la bourgeoisie organisée dans le Parti Radical.

Après la seconde guerre mondiale, les différents gouvernements oscillent entre une politique populiste commune à beaucoup de pays d'Amérique Latine dans la période, et une politique ultra-réactionnaire de soumission directe à l'impérialisme. En 1964, un coup de théâtre se produit avec l'accession au pouvoir du Démocrate-Chrétien Eduardo Frei, nouvelle originalité dans l'histoire politique de l'Amérique Latine. Représentant la classe moyenne, celui-ci réussit à capter une partie des suffrages populaires avec un programme économique et social avancé de «Révolution dans la Liberté». Le gouvernement Frei fait voter une réforme agraire «révolutionnaire» qui prévoit la redistribution d'une grande partie des terres mais sera peu appliquée du fait de l'opposition des propriétaires fonciers. Il se distingue surtout par la férocité de sa répression anti-ouvrière, et sa servilité à l'égard de l'impérialisme : la pénétration des capitaux nordaméricain et européen connait une ampleur sans précédent tandis que l'État chilien s'endette dans des proportions quasi insoutenables (en 1968, la dette externe représente environ la moitié du Produit National Brut). Sous Frei, les contradictions de classe s'aiguisent : sa politique anti-populaire favorise la montée unitaire des Partis ouvriers, tandis que la bourgeoisie se divise : la Droite traditionnelle, mécontente de la politique de réforme agraire, se sépare de la fraction moderniste de la bourgeoisie. La division de la Droite face à une Gauche unie favorisera la victoire d'Allende, et l'arrivée au pouvoir de la coalition d'Unité Populaire (U.P.).

2. LE CONTEXTE ÉCONOMICO-SOCIAL

L'histoire du capitalisme chilien se résume dans l'incapacité de la bourgeoisie à mener une politique d'industrialisation autonome et de développement national. Son étroite dépendance à l'égard de l'impérialisme nord-américain apparait d'abord à travers l'importance dans l'économie chilienne du secteur exportateur controlé par l'étranger : il s'agit des mines de cuivre, de salitre et de fer qui représentent environ 80% des exportations du pays. Le cuivre en particulier est contrôlé par les monopoles nord-américains ANACONDA C⁰ et BRADEN C⁰. Avec quelques autres monopoles impérialistes, ils ont tiré du Chili en une quarantaine d'années près de 10 milliards de dollars, soit l'équivalent de l'ensemble de la richesse actuelle du pays.

La pauvreté du Chili, c'est aussi la «colonisation» de son industrie nationale de biens de transformation et de consommation par les monopoles impérialistes (surtout depuis une dizaine d'années) ; la dominance de la structure «latifundiste» (c'est à dire des grands domaines) dans les campagnes ; le chômage chronique alimenté par l'exode rural, et la masse des «marginaux» qui peuplent les faubourgs aux cabanes de planches et de carton (poblaciones) autour des grandes villes.

La structure sociale du pays reflète cette situation économique déséquilibrée :

- La grande bourgeoisie : c'est la fraction dominante, étroitement liée à l'impérialisme. Latifundistes, industriels ou commerçants, ils contrôlent aussi tous les secteurs modernes de conditionnement de la pensée : presse, publicité, industrie du loisir, etc... Leur représentation politique naturelle est le Parti National, mais ils animent aussi divers mouvements d'extrême droite comme Patrie et Liberté.
- La moyenne bourgéoisie : elle apparait très importante numériquement du fait d'une part de l'existence d'un secteur industriel et agraire national, et d'autre part de l'importance du secteur adminis-

(1) : De nombreuses mesures prises par le Gouvernement d'Unité Populaire, comme l'intervention dans les usines mal gérées ou les expropriations de fundos, s'appuient sur une législation qui date de cet te époque et qui était tombée dans l'oubli. tratif public. Dépendante économiquement et idéologiquement de la bourgeoisie impérialiste, elle peut se retrouver dans ses organisations politiques les plus radicales, néo-fascistes, ou bien être sensible à l'idéologie réformiste-moderniste de la Démocratie chrétienne dont elle a constitué la base de classe.

- La petite bourgeoisie intellectuelle : d'origine et de statut bourgeois mais non intégrée dans la production, elle oscille entre le ralliement au combat idéologique contre le capitalisme et l'impérialisme, ou bien la soumission à la propagande réactionnaire, et même, dans certains cas, à la propagande fasciste.
- Le prolétariat industriel et minier : le secteur le plus anciennement organisé du prolétariat chilien est constitué par les ouvriers des mines, des grandes entreprises monopolistes et de l'État, qui tendent à constituer une aristocratie ouvrière fortement structurée dans les syndicats de la CUT à tendance corporatiste ; ils sont principalement représentés dans le Parti Communiste. La fraction la plus nombreuse de la classe ouvrière est constituée par les travailleurs des petites et moyennes entreprises, peu syndiqués et soumis à la répression patronale ; depuis quelques années les idées et courants révolutionnaires y ont réussi une importante percée.

Les paysans pauvres : ouvriers agricoles et «inquilinos» (qui possèdent un lopin de terre en rémunération du travail fourni au latifundiste) constituent un détachement prolétaire dans les campagnes, souvent à l'avant-garde de la lutte de classe. Depuis Frei, ils ont la possibilité de développer librement des organisations syndicales, et s'expriment politiquement, soit dans la Démocratie chrétienne (auréole de la réforme agraire), soit dans les organisations progressistes, MAPU, PS, Gauche Révolutionnaire.

3. L'ÉLECTION DE SALVADOR ALLENDE

Formée en 1969, la coalition d'Unité Populaire rassemble six partis : le Parti Communiste, le Parti Socialiste, le Parti Radical, le MAPU, le PSD et l'API, ces deux derniers étant sans grande importance réelle ; ils soutiennent un candidat unique Salvador ALLENDE sur la base d'un programme commun qui prévoit notamment : l'instauration d'une Assemblée du Peuple ; la planification économique ; la nationalisation des Mines, des banques privées et des assurances, du commerce extérieur, des monopoles industriels stratégiques, des grandes entreprises et monopoles de distribution ; l'extension de la réforme agraire, etc...

Face à Allende, candidat unique de la Gauche, la Droite est divisée : le Parti National présente Jorge ALESSANDRI, candidat de la grande bourgeoisie monopoliste, de l'oligarchie agraire et de l'impérialisme US, avec pour programme le retour à l'ordre après les remous provoqués par la gestion de FREI (réforme agraire, début de nationalisation du cuivre) ; quant à la Démocratie chrétienne, elle doit sous la pression de son aile gauche, présenter un candidat «progressiste» Radomiro TOMIC qui mènera une campagne réformiste, tournant la plupart de ses coups contre le conservateur ALESSANDRI.

L'élection d'Allende le 4 septembre 1970 avec une majorité relative de 36,3% des suffrages (contre 34,9% à ALESSANDRI et 27,8% à TOMIC) ouvre une période de transition de 50 jours dans l'attente que le Congrès regroupant les deux Chambres parlementaires se réunisse constitutionnellement pour proclamer élu un des candidats (traditionnellement c'est le candidat ayant recueilli la majorité des suffrages). Cette période de transition est marquée par une exacerbation de la lutte des classes : plusieurs complots sont déjoués (dont le plus important est marqué par l'assassinat du général SCHNEIDER); d'intenses manœuvres parlementaires occupent les Partis réactionnaires pour tenter d'éliminer ALLENDE «légalement». Mais l'hostilité de la Gauche de la Démocratie chrétienne ainsi que la vigilance des militants révolutionnaires chiliens (en particulier du MIR) font échouer les manœuvres, et le 24 octobre 1970, le Congrès proclame Salvador ALLENDE Président de la République chilienne.

4 . LA PREMIERE ANNÉE DE GOUVERNEMENT POPU-LAIRE

Dès le début, le gouvernement ALLENDE se déclare décidé à une application stricte et rapide du programme de l'UP: dépôt devant le Parlement du projet de nationalisation totale de la Grande Mine de cuivre ; nationalisation des mines de charbon et de fer ; étatisation des principales banques privées ; accélération de la mise en application de la réforme agraire avec multiplication des expropriations ; rétablissement des relations diplomatiques avec CUBA, la CHINE, la RDA, etc...

Plus concrètement, le Gouvernement décide un rajustement général des salaires, le doublement des allocations familiales pour les bas-revenus, un plan d'urgence pour la construction rapide de logements, la dissolution du Groupe Mobile (corps spécial de répression policière) et l'amnistie pour les militants politiques emprisonnés, etc...

La victoire de l'UP provoque une radicalisation de l'affrontement de classe dans deux secteurs privilégiés : les usines et les campagnes. En effet, les masses ouvrières développent des initiatives autonomes et souvent radicales : de multiples conflits avec les patrons débouchent sur des grèves avec occupation d'usines, obligeant le gouvernement à intervenir directement dans la gestion de l'entreprise. Dans les campagnes, la radicalisation paysanne commencée sous FREI et alimentée par la lenteur de l'application de la réforme agraire, s'oppose au durcissement de l'oligarchie agraire ultra-réactionnaire, qui prati-que une politique de sabotage systématique. L'agitation paysanne s'étend dans le sud du pays (Province de CAUTIN) et prend la forme des occupations de fundos par les ouvriers agricoles, et les «déplacements de clôture» organisés par les indiens MAPUCHES pour récupérer leurs terres volées par les colons espagnols. Le Gouvernement d'UP apparait pour une large part débordé par cette agitation ouvrière et paysanne, souvent animée par les militants de la Gauche révolutionnaire chilienne, et n'hésitera pas dans certains cas à utiliser la force contre le mouvement populaire. En effet le Gouvernement d'UP commence concrètement à vivre la contradiction entre les initiatives spontanées et progressistes des masses, et sa ligne réformiste

d'application lente de la Réforme agraire votée par la Démocratie chrétienne ainsi que de délimitation stricte du secteur industriel étatique.

Toutefois l'euphorie des premiers mois de Gouvernement Populaire trouve sa sanction électorale dans les résultats des élections municipales d'avril 1971 : la coalition d'Unité Populaire remporte la majorité des suffrages (50,9%) contre 26% pour la Démocratie chrétienne et 24,5% pour la Droite traditionnelle. Le Parti Socialiste apparait le grand gagnant de la consultation puisqu'il double presque son nombre de voix, profitant à la fois de la popularité personnelle du Président ALLENDE, membre du PS, et de ses positions progressistes dans nombre de conflits sociaux et politiques récents.

Au lendemain des élections d'avril, la bourgeoisie profondément secouée par son échec électoral massif va resserrer ses rangs autour d'une position politique dure, «putschiste» chez certains. La Démocratie chrétienne épure ses rangs en provoquant au mois d'août le départ de son aile gauche réformiste qui rejoint l'UP; puis elle passe l'alliance avec le Parti National. Désormais les conditions de l'affrontement de classe sont parfaitement claires.



II LES ÉTAPES D'UN AFFRONTÉMENT

1. JUIN 1971 - AVRIL 1972 : L'OFFENSIVE INSTITU-TIONNELLE DE LA DROITE ET LA MONTÉE DES GROUPES FASCISTES

La droite s'est regroupée et s'est lancée à l'offensive contre l'UP à partir de la moitié de 1971. L'assassinat de Perez Zujovic, ancien ministre de l'intérieur de Frei, par un groupe d'extrême gauche anarchiste incontrôlé lui permet de lancer l'attaque contre les «groupes armés», contre le MIR, contre la Garde personnelle miriste du Président Allende, bref d'accentuer la contradiction au sein de la gauche. D'autre part, aux élections de Valparaiso, la formation d'un Front Uni anti-marxiste (DC, PN) permet une victoire contre le candidat de l'UP. Ce succès donne l'hégémonie au sein des groupes d'opposition, à la fraction légaliste de droite de la Démocratie chrétienne qui vise au renversement constitutionnel d'Allende par un yote du Congrès (2/3 des voix) au lendemain des élections de 1973, que la droite imagine catastrophiques pour l'UP dès cette époque.

Une autre partie de la DC souhaite plutôt mener une guerre d'usure contre l'UP sur le plan économique et politique mais pour négocier l'infléchissement du programme de l'UP dans un sens encore plus réformiste, tout en maintenant Allende au pouvoir jusqu'à la fin de son mandat, afin de lui succéder aisément en 1976.

Dans ces conditions, les groupes fascistes qui préconisent le coup d'État militaire sont des alliés gêmants qu'il faut contrôler. Ils prennent néanmoins de plus en plus d'importance, au fur et à mesure que se précise l'échec de l'offensive institutionnelle.

La DC présente en octobre 1971 un projet de réforme de la constitution qui rendrait impossible la poursuite et la consolidation du programme économique du gouvernement et notamment des nationalisations, et acculerait le gouvernement à l'illégalité ou au référendum dans de mauvaises conditions. En décembre, c'est l'accusation constitutionnelle contre le ministre de l'Intérieur TOHA qui est destitué en janvier. Allende le réintègre immédiatement au ministère de la Défense, avec l'accord des militaires. Mais l'habitude est prise : en tout, l'opposition est arrivée à destituer 7 ministres d'Allende par ce procédé.

La droite essaie aussi de prendre la rue. Au début décembre, c'est la manifestation des «casserolles vides», organisée par les dames des beaux quartiers et leurs domestiques, et intégrée aussi par certains secteurs populaires des bidonvilles contrôlés par la DC, pour protester contre les «difficultés de ravitaillement» qui commencent à se faire sentir. C'est ensuite la manifestation du 14 avril 1972 qui rassemble 180 000 personnes et représente le sommet de la capacité de mobilisation de la droite.

Pour riposter à la «marche des momios» l'UP, les syndicats, le MIR regroupent toute la gauche le 18 avril dans la «Grande Marche de la Patrie» qui réussit à rassembler 400 000 personnes. Ce succès n'était pas prévu, ce qui montrait que la capacité de mobilisation des masses était sous-estimée par l'UP. Les espoirs de leadership populiste de la DC s'effondrent et sa fraction modérée cherche de nouveau la négociation avec l'UP; les fascistes alliés au PN reçoivent un appui financier de plus en plus direct des organisations corporatives patronales. Ils étendent leur influence dans les couches moyennes basses et la jeunesse lycéenne.

2 . AVRIL 1972 - AOUT 1972 : LA QUESTION ÉCONO-MIQUE ET LA MONTÉE DES MOUVEMENTS DE MASSE

Cette période est caractérisée par une double crise à la fois dans la direction de l'Unité Populaire et dans la droite. Les problèmes de la distribution des produits empirent sous l'influence conjointe de l'inflation et du sabotage et cependant la mobilisation des masses ne s'affaiblit pas.

L'UP se divise au fond sur la manière d'orienter cette mobilisation populaire lattente qui s'accroit avec la polarisation des luttes de classes. Le PC déclenche dès avril une violente campagne de presse antimiriste et s'incline nettement dans le sens d'une négociation avec la DC. A l'inverse, la IC (gauche chrétienne) présente des listes communes avec le FTR (MIR) aux élections de la CUT (centrale syndicale) en mai. Le MIR ne remporte pas le succès escompté à ces élections syndicales et il est présenté depuis comme une force politique en perte de vitesse. Cependant la ligne qu'il défend et certaines de ses analyses critiques contre l'UP sont adoptées en fait par l'aile gauche du PS et du MAPU et par les bases de l'IC. On le voit à la grande manifestation unitaire UP/MIR qui s'organise alors sur le plan local .

Autre motif de crise : l'Assemblée Populaire de Concepcion, réunie à l'initiative de la gauche de l'UP et du MIR en juillet. Meeting pour les uns, tentative de constitution d'un pouvoir parallèle pour les autres, elle sera finalement désavouée par l'UP au niveau national. La

manifestation dans laquelle l'aile gauche du MAPU a joué un rôle très important, est réprimée par la police sur l'ordre de l'intendant communiste de la province. Cet incident provoque une crise dans l'UP.

La division porte aussi sur le plan de la politique économique : fautil ou non pousser l'extension de l'varea social de produccion» (secteur nationalisé) en s'appuyant sur des mouvements d'occupation d'usines et de fundos ? Le ministre de l'économie Vuskovic apparaît comme poussant dans cette direction. L'UP se réunit à Lo Curro le 5 juin. Un article de Millas (PC) établit clairement la nature du conflit politique : « Ce qui caractèrise la conjoncture, écrit-il, c'est que la corrélation des forces a été affectée aux dépens du gouvernement populaire et de la classe ouvrière par des erreurs politiques et économiques que nous pouvons résumer en disant qu' elles constituent des transgressions au programme de l'UP. Il serait funeste de continuer à augmenter le nombre des ennemis, et au contraire, il faut faire des concessions». L'UP décide alors de sacrifier Vuskovic et dès le 12 juin des négociations officielles avec la Démocratie chrétienne peuvent s'ouvrir.

Cette tentative de négociation échoue cependant. Les conversations sont rompues au début de juillet. Entretemps l'inflation et les difficultés de ravitaillement sont croissantes et la DC est soumise de plus en plus à la pression de l'extrême droite et des fascistes. Le Front d'opposition anti-marxiste se reconstitue, non sans conflits internes; alors que la division continue à s'accentuer au sein de la gauche.

Le 5 août, au bidonville Lo Hermida, la police tire sur les habitants d'une «poblacione» lors d'une perquisition. Deux fonctionnaires de police dont un communiste sont révoqués par le président Allende. La brèche parait s'ouvrir entre les courants révolutionnaires et le noyau réformiste de l'UP.

3. LE TOURNANT DE SEPTEMBRE

La droite reconstituée après l'épisode de la négociation DC/UP croit venu le moment d'une nouvelle offensive. Provocations, incidents violents, commandos, concerts de casseroles, projets de coups d'état démasqués à temps par la sécurité militaire. Le plan de septembre échoue, grâce à la plus grande manifestation de masse de l'UP, le 4 septembre, qui rassemble près d'un million de personnes. Le cadre des organisations politiques est dépassé. A la manifestation anti-fasciste ont participé un grand nombre de travailleurs démocrate-chrétiens sur une base de classe. Rappelons que la CUT qui a lancé un appel unanime à la manifestation intègre depuis les élections de mai les démocrates chrétiens au même titre que les partis de l'UP et le MIR. Les travailleurs ont quitté leurs usines en masse pour participer à la «marche». La preuve est faite désormais que la droite ne pourra pas gagner la bataille dans la rue et qu'elle ne peut pas non plus entraîner l'armée dans la guerre civile, car l'armée ne se battra jamais contre de telles multitudes. La droite se replie alors sur l'attaque directe de l'appareil économique. C'est le «Plan d'Octobre».

4 . LA CRISE D'OCTOBRE : MOBILISATION RÉVOLU-TIONNAIRE DES MASSES ET ENTRÉE DES MILITAI-RES AU GOUVERNEMENT

Le 11 octobre, la droite décide de paralyser la production au niveau du secteur privé. Lock out des usines, paralysie des transports routiers par le barrage des routes, actions de commandos et attentats fascistes, grève des commerçants, des médecins, des avocats, des étudiants de droite, des pilotes de la compagnie aérienne nationale, des syndicats démocrates chrétiens dans la banque, etc, s'ajoutent à l'of-fensive impérialiste sur le plan international (tentative de saisie des cargaisons de cuivre par la Kennecott en France et en Hollande). La «grève patronale» est un échec : les ouvriers rouvrent les usines et les occupent, maintiennent la production en l'absence d'ingénieurs et de maîtrise, organisent des circuits de distribution à l'aide de collectifs de «chauffeurs patriotiques» sur la base soit d'organisations d'entreprises, soit de la mobilisation des «Ligues pour le ravitaillement et le contrôle des prix» (les «JAP») dans les quartiers. Le gouvernement s'appuie sur la loi pour procéder à des saisies et des réquisitions et fait rouvrir les entreprises et les grands magasins par l'armée et les carabiniers. Dans bien des cas, si l'armée ou les carabiniers n'avaient pas été chargés de ces tâches, des groupes d'auto-défense ouvriers étaient prêts à le faire.

De toute façon, le gouvernement n'aurait pas pu résister à l'offensive sans l'augmentation considérable du travail volontaire, ni l'organisation de la production et de la distribution par les travailleurs eux-mêmes. Ces formes de luttes transgressent à la fois le cadre organisation nel des partis politiques et les limites théoriques du programme réformiste de l'UP, notamment parce que certaines usines occupées en oc-

tobre ne font pas partie du «secteur social de production» tel qu'il est défini au sommet de l'Unité Populaire dans le cadre de la grande négociation avec la démocratie chrétienne pour le vote des nationalisations.

La décision de faire entrer les militaires dans le gouvernement a été envisagée d'abord par Allende. Le PC ne s'y est rallié que tardivement, mais il s'y est rallié franchement. Le PS n'a pas été consulté. Pour le PC, l'entrée des militaires n'est que justice rendue à leur ralliement aux côtés du peuple pendant l'affrontement d'octobre : c'est le signe de la victoire du peuple contre la droite. La mobilisation populaire a réussi à attirer l'armée du côté du peuple, il faut en prendre acte dans la composition du gouvernement. Pour une partie du PS, du MAPU et de l'IC, et pour le MIR, l'entrée des militaires n'était pas nécessaire étant donné le rapport des forces et elle contient en puissance le freinage du mouvement de mobilisation ; elle a permis à la droite de sauver la face et même d'imposer certains compro-

mis pour mettre fin à la grève patronale au moment où celle-ci était battue par le peuple.

5. L'UP A LA VEILLE DES ÉLECTIONS

La composition du gouvernement Allende au lendemain de la crise ne reflète plus seulement l'alliance politique «Unité Populaire», d'origine électorale, mais un compromis CUT-Forces Armées qui s'appuie sur le Parti Communiste et le pouvoir présidentiel et s'oriente de nouveau vers une négociation avec la Démocratie chrétienne. Dans ce sens, on est entré dans une phase nouvelle du processus chilien ; le résultat des élections ne pèsera que comme un élément parmi d'autres dans le rapport des forces politiques et sociales : le jeu des institutions régulières n'est plus le champ principal de l'activité politique.



III QUAND LA BOURGEOISIE S'ORGANISE

Les premières réactions de la bourgeoisie, lors du triomphe électoral de Allende avaient été la surprise et l'affolement. C'est dans ce climat de panique que se trame le complot qui aboutit à l'assassinat du Commandant en chef de l'Armée, le Général SCHNEIDER, deux jours avant la prise du pouvoir d'Allende

L'échec des tentatives de putsch militaire, la neutralité des Forces Armées, l'appui populaire au programme de l'U.P. oblige la bourgeoisie à se retrancher provisoirement derrière les organes du pouvoir d'Etat qui demeurent indépendants du pouvoir exécutif. On voit dès lors apparaître le conflit permanent qui oppose le pouvoir exécutif aux pouvoirs législatifs et judiciaires ainsi qu'à l'organisme central de contrôle financier qu'est la «Controloria General de la Republica» (1). L'unité de l'Etat bourgeois est mis en cause : il existe une relation directe entre la lutte politique au niveau des organes de l'État bourgeois et la montée des luttes de classes.

1. LA DÉFENSE DE «L'ESPRIT DES INSTITUTIONS»

Dès les premières mesures du gouvernement d'Allende, la riposte de l'opposition s'organise autour de la «défense des institutions», en s'appuyant essentiellement sur l'appareil judiciaire. On essaye de miner la légitimité du pouvoir exécutif grâce au principe de l'intangibilité de la propriété privée. Cependant, le comportement politique de la classe dominante n'est pas homogène : alors que la Démocratie Chrétienne vise la co-participation aux décisions fondamentales du gouvernement, le Parti National appelle au «combat pour la Défense Nationale» contre le gouvernement populaire.

C'est le développement rapide d'une autre série de mesures de l'Unité Populaire, en particulier l'accélération de la Réforme agraire par des mécanismes légaux très subtils (l' «intervention») qui conduit la bourgeoisie à s'unir sous la devise «Démocratie et Liberté».

Parallélement, elle cherche à boycotter l'action gouvernementale en créant des difficultés à partir des associations professionnelles qu'elle contrôle, Médecins, Ingénieurs, Avocats, sont les premiers à présenter des revendications au gouvernement en s'appuyant sur l'appareil publicitaire considérable de la droite, qui défend leur légitimité.

2. AGITATION DE MASSE

Peu à peu, l'opposition va mobiliser les différentes couches de la Bourgeoisie. On voit apparaître les manifestations de «ménagères» protestant contre la rareté de certains produits alimentaires dont la disparition sur le marché est provoquée par les «accapareurs». Toutes les nuits, à 22 h précises, on peut entendre, dans les quartiers résidentiels un bruit de casseroles assourdissant. Ce n'est pas

une action spontanée, mais une consigne organisée et coordonnée : tous les soirs 20 stations de radio annoncent par un coup de gond le début de la manifestation. En même temps, des voitures parcourent en klaxonnant des itinéraires fixés à l'avance.

mule

3. ORGANISATION DU RAVITAILLEMENT

Les secteurs populaires répondent à toute cette agitation par la création des J.A.P. (Juntas de Abastecimientos y Precios, collectifs de contrôle du ravitaillement et des Prix). Mais la droite de son côté constitue des Associations de voisinage dans les quartiers petits-bourgeois qui mettent sur pied leurs propres centres de ravitaillement.

La bourgeoisie s'emploie aussi à stimuler par des procédés subtils l'augmentation de la demande de certains produits pour créer une disette factice.

4. COMITÉS DE DÉFENSE

De même que le peuple s'organise en comités de défense par quartier, de même la bourgeoisie s'organise en comités de vigilance pour défendre ses maisons et protéger ses familles contre la menace mythique des «communistes». Le soir, les pères de familles font des rondes autour des maisons en frappant aux portes pour demander si «tout va bien». On répond sans ouvrir la porte selon les instructions recues.

Ce type d'action a un effet certain pour renforcer la cohésion des classes supérieures.

La propagande de la bourgeoisie est à ce point prépondérante que le manque de certains produits secondaires en arrive à parâître plus important que la lutte pour la défense du cuivre. La domination idéologique des classes privilégiées reste intacte.

La grève patronale d'octobre fut l'action coordonnée la plus importante entreprise par la bourgeoisie, et même si le mouvement populaire sut riposter d'une manière extraordinaire, il montra aussi des faiblesses qui sont dues à l'héritage électoral et revendicatif des organisations de l'U.P. L'épreuve a renforcé la conscience de classe du prolétariat et sa volonté de marcher vers le socialisme, mais aussi elle a fait mieux comprendre que la bourgeoisie, organisée, aidée par l'impérialisme et décidée à se défendre, est encore plus forte qu'on n'avait tendance à le supposer dans un bon nombre d'analyses.

La description générale qui précède se limite à quelques aspects concernant le jeu de la bourgeoisie sur le plan idéologique, Elle ne traite pas des manœuvres destinées à faire échouer le gouvernement sur le plan économique, qui seront abordées dans le chapitre suivant.







"VIOLENTISTAS Y PROVOCADORES DE LA JUVENTUD NACIONAL"



Las tomas de fundos son una forma legítima de lucha de los campesinos.

IV LUTTE ÉCONOMIQUE ET LUTTE DE CLASSES EN 1972

1 – LES CARACTERISTIQUES DE LA SITUATION ECONOMIQUE EN 1972

La situation économique à l'arrivée du gouvernement d'unité populaire en octobre 1970 n'était guère brillante : chômage important, sous-utilisation de la capacité industrielle (de 80% dans certains secteurs), stocks de marchandises sans débouchés, réserves en devises non mobilisées. La politique économique mise en oeuvre par l'U.P. a amené un déblocage : la politique de prix et de salaires a permis d'augmenter la consommation des couches populaires (en 1971 les salaires ont augmenté de 50%, les prix n'augmentant «que» de 22%). Cette élévation du niveau de la demande a encouragé l'utilisation des ressources inemployées qui a permis une substantielle augmentation de la production (augmentation de la P I B de 8% en 1971; augmentation de la production industrielle de 13,7% pour le premier semestre 1972).

Ces progrès économiques ont renforcé le soutien populaire à l'U.P. (Cf élections municipales partielles), rendant possible une avance importante du gouvernement sur le plan institutionnel : un plébiscite ou un référendum aurait alors quasi certainement dégagé une majorité favorable à l'U.P., ce qui lui aurait permis de faire sauter certaines contraintes «légales» dont se sert constamment la droite pour contrer le gouvernement.

Les oppositions internes de l'U.P. l'ont empêchée de prendre une décision de cet ordre. Étant donné cette carence, les transformations économiques ont dù continuer à se faire avec les règles du jeu capitaliste. Cette contradiction fondamentale entre la volonté de créer des conditions nécessaires à l'implantation du socialisme et le maintien d'une situation de capitaliseme dépendant explique les problèmes qui ont dominé le panorama économique en 1972.

- a) tendance à l'augmentation importante des salaires: les fortes pres -sions revendicatives de la classe ouvrière, liées à une relative incapacité des cadres de l'U.P. pour gérer l'appareil de production capitaliste dans le secteur nationalisé (1) ont fait de la question des salaires un point souvent très critique.
- b) apparitioh d'un « capitalisme spéculatif» : défendant leurs intérêts de classe, les entrepreneurs capitalistes, dont les bénéfices n'ont pas diminué, préfèrent placer leur argent de façon qu'il leur rapporte vite et beaucoup. Tout naturellement ces capitaux ont été utilisés à organiser un marché noir très important : en stockant des quantités importantes de biens de consommation (en particulier des aliments) ; la bourgeoisie a ainsi diminué artificiellement l'offre, alors que la demande continuait à augmenter. Ce mécanisme au caractère de classe évident est à l'origine de la crise d'approvisionnement qui n'a fait que s'aggraver par la suite, du fait du sabotage de la production organisé par la même bourgeoisie industrielle et agricole.
- c) augmentation des dépenses publiques :
 - par la constitution du Secteur de Propriété Sociale (Aera de propriédad social : A.P.S.). Les anciens propriétaires des entreprises de l'A.P.S. ont été souvent indemnisés.
 - par des investissements importants dans des programmes sociaux (logements, etc.)
 - étant donné le blocage du parlement pour augmenter les impôts des riches. Ces facteurs ont contraint le trésor à augmenter la masse de monnaie en circulation.
- d) difficultés pour obtenir des crédits de l'étranger. La politique d'a-gression de l'impérialisme U.S. s'est traduite en particulier par la coupure des lignes de crédits (sur 270 millions de dollars de crédits qui devaient être accordés par des banques privées U.S. en 1972, 32 millions seulement ont été accordés), étant donné la domination des U.S.A. sur le F.M.I., la B.I.R.D., la B.I.D., etc.
- e) la conjugaison des facteurs précédents a conduit à une inflation très forte (146% en 1972), ainsi qu'à des difficultés d'approvisionnement qui se sont progresssivement aggravées malgré une au-

gmentation importante de la production industrielle. Ces phénomènes ont augmenté le mécontentement et l'inquiétude des classes populaires qui en étaient le plus affectées (spécialement les secteurs marginaux et sous prolétarisés qui représentent une part importante de la population.

Tout ceci ne doit pas faire oublier que les avancées réalisées sur le plan économique (nationalisations, programmes sociaux, tec.) représentent des succès importants. Mais ils restent insuffisants : le système de pro duction capitalises a été affecté et diminué mais ce sont encore ses règles qui régissent le fonctionnement de l'appareil économique. Toutes les difficultés énumérées en découlent directement. On peut dès maintenant considérer que l'origine de cette situation objective réside :

- principalement dans l'incapacité de l'U.P. d'aborder le problème du pouvoir. On entend par là non pas tant les problèmes de l'utilisation de l'appareil d'état bourgeois (que l'habileté personnelle du Président Allende a permis d'exploiter au maximum) que le problème fondamental : quel pouvoir, quelles formes de pouvoir donner au prolétariat ? On reviendra sur ce point en détail en exposant les contradictions entre les deux lignes économiques qui se sont fait jour au sein de l'U.P.
- secondairement, dans les erreurs politiques de l'U.P. et ses vices internes qui ont été exagérés et exploités à fond par la propagande réaction naire: corruption de certains personnages politiques et dans certains organismes, rupture de toute ligne cohérente, des décisions du secteur public due au «coteo», bureaucratisme, sectarisme, utilisation incroyablement faible et mal faite des moyens de propagande, etc.

En février 1972, à la réunion de El Arrayan, les dirigeants de l'U.P. reconnaissent les erreurs commises, mais rien n'est fait pour y remédier.

2 – LO CURRO : L'AFFRONTEMENT DE DEUX LIGNES ET LE VIRAGE DE L'UNITE POPULAIRE

La crise économique décrite précédemment nécessitait des solutions radicales. Les dirigeants des différents partis de l'U.º. ont donc tenu des conversations à huis clos, lors d'une réunion de nuit jours qu'on a appelé le «conclave» de Lo Curro, étant donné l'absence de la participation des masses dans ce débat.

L'analyse de la crise économique et la critique de la politique menée jusqu'alors par le Ministre de l'Économie P. Vuskovic (du PS) ont donné lieu à l'affrontement de deux lignes politiques, l'une avancée par le PC qui l'a emporté , avec l'appui d'Allende. Cette victoire du PC qui l'a emporté, avec l'appui d'Allende, s'est traduite par l'élimination de Vuskovic (à qui était confié un poste honorifique de superministre) et son remplacement par C. Matus (PS), et l'arrivée de Orlando Millas (PC) au ministère du logement. C'est ce dernier qui, durant les conversations fut le principal porte-parole de la ligne communiste.

La première divergence fondamentale concernait l'analyse même de la crise : selon le P.C., elle était due à des erreurs politiques et économiques, i.e', aux «décisions subjectives et volontaristes de ceux qui prétendent ignorer les lois économiques». Pour la gauche révolutionnaire la question était en fait : comment faire la révolution socialiste sans justement déroger aux «lois» de l'économie capitaliste ? Dès ce premier niveau, on discerne donc l'opposition des deux projets politiques : pour le P.C., il ne s'agit pas déjà de faire une révolution socialiste, mais de consolider les résultats d'une première étape (entiimpérialiste», «anti-monopoliste» et «anti-oligarchique». Pour la gauche révolutionnaire une telle politique de stabilisation conduit en fait à reculer vers une nouvelle stabilité qui ne peut être que capitaliste, étant donné que les rapports de production n'ont pas encore été transformés dans cette première étape. La seule alternative est donc d'avancer vers une nouvelle stabilité socialiste et pour cela organiser dès maintenant la prise du pouvoir par les travailleurs à travers le contrôle ouvrier. Ainsi s'explique les deux mots d'ordre concurrents «consolider pour avancer» et «avancer pour consoli-

La politique avancée par Millas est conjoncturelle et s'attaque directement aux effets de la politique antérieure :

- pour la formation de l' «aire de propriété sociale», on en restera aux «entreprises fondamentales», en gardant la possibilité de négocier avec la Démocratie-chrétienne sur le statut des autres entreprises.
- obtenir que les entreprises de l'A.P.S. produisent des bénéfices, ce qui est indispensable pour financer le déficit budgétaire.
- maintenir la redistribution des revenus déjà réalisée à son niveau actuel par des réajustements de salaires qui seraient les mêmes pour tous et seraient égaux à l'augmentation du coût de la vie.

⁽¹⁾ En effet, en règle générale les cadres de l'UP qui ont été désignés pour gérer les entreprises du secteur «intervenu», l'ont été sur des critères politiques avant tout : le principe du «coteo» adopté par tous les partis de l'UP impose une répartition des postes dans les diverses instances de l'appareil d'État, qui soit calquée sur celle des partis au sein de l'UP. Dans le secteur nationalisé, l'application de cette règle a souvent donné des résultats catastrophiques.

- donner des garanties aux petits et moyens entrepreneurs qu'ils ne seront pas nationalisés et qu'ils pourront continuer à élargir leurs affaires avec des marges bénéficiaires acceptables.
- limiter l'inflation et le déficit budgétaire pour pouvoir présenter une «économie saine» capable d'attirer des crédits extérieurs importants, et en même temps mener une politique prudente face à l'impérialisme : en particulier, la dette extérieure devrait être payée après des négociations bilatérales avec les créanciers et on appliquerait l'indemnisation du capital étranger.

Le but global de ces mesures étant clairement défini par Millas luimême : «affermir le gouvernement, consolider son œuvre et modifier en sa faveur le rapport des forces», c'est-à-dire regagner la confiance des «couches moyennes» de la petite bourgeoisie.

Quelles ont été les critiques portées à ce programme d'action par la gauche révolutionnaire? En premier lieu, la position du P.C., sur le rythme de croissance est conditionnée principalement par des situations conjoncturelles, comme la perspective d'un accord à court terme avec la D.C.; on reviendra plus loin sur ce point important. Mais la seconde critique est beaucoup plus fondamentale: la nouvelle politique économique du P.C. se caractérise par la volonté de respecter les «lois économiques» du capitalisme. Le raisonnement suivi par Millas est en effet le suivant: l'offre étant inférieure à la demande, ce qui engendre inflation et difficultés d'approvisionnement, il faut ré ablir l'équilibre, à travers les mécanismes du marchés:

- 1 Diminution des dépenses de l'état : freiner la hausse des salaires du secteur public, freiner celle des investissements déficitaires dans l'A.P.S. et le secteur réformé de l'Agriculture.
- 2 Augmenter les recettes de l'état : obtenir des bénéfices dans le secteur nationalisé (le contraire étant considéré comme «contre révolutionnaire» par Millas) ; dans le but d'accumuler ces ressources pour arriver à une reproduction élargie du capital, condition d'une redistribution effective.
- 3 Capter des liquidités en vendant cher à la bourgeoisie des articles somptuaires qu'il faudra donc produire ou même importer (automobiles par exemple). (1)
- 4 Maintenir l'actuelle distribution des revenus en donnant des réajustements égaux pour tous en pourcentage pour maintenir le pouvoir d'achat, c'est-à-dire, ne pas accorder d'augmentation de salaires (même aux couches les plus défavorisées) qui soit supérieure à l'augmentation du coût de la vie.

Pour la gauche révolutionnaire, l'objectif principal de cette politique, la reproduction élargie du capital grâce à la «bataille de la production», ne serait correct que si le Chili était dans une période de transition au socialisme, où le prolétariat aurait conquis le pouvoir. Comme ce n'est pas le cas, le problème de l'heure n'est pas tant la reproduction élargie du capital, que celle des forces politiques luttant pour des objectifs socialistes. On va voir jusqu'à quel point ces deux positions sont antogonistes.

Selon la gauche révolutionnaire, la politique qui privilégie l'accumulation des excédents et la diminution des dépenses publiques dérive d'un point de vue technocratique. Une telle politique passe sous silence les énormes inégalités de revenus et de niveaux de consommation qui subsistent encore au Chili: 7% de la population consomme 50% de la consommation nationale, alors que 70% de la population n'en consomme que 26%. Pour la ligne de gauche, les ressources supplémentaires de l'état ne doivent pas être apportées essentiellement par un effort supplémentaire des travailleurs, mais par une diminution draconienne de la consommation des secteurs de hauts revenus (sans pour autant négliger le contrôle des dépenses de l'état et de la production). La politique avancée par le M.A.P.U. et l'aile gauche du P.S. a donc été centrée sur la diminution de la consommation de la bourgeoisie à travers des mécanismes de contrôle des masses et du gouvernement et sur l'augmentation du pouvoir d'achat des masses. D'où l'ensemble des propositions sui-

- politique des salaires discriminatoire : accorder un réajustement qui soit supérieur à la hausse du coût de la vie pour les classes défavorisées et qui lui soit inférieur pour les classes riches.
- politique fiscale discriminatoire : infliger des impôts élevés à la bourgeoisie (ce qui contribuera à freiner l'évasion d'argent à
- l'étranger) et diminuer les impôts indirects pour améliorer le niveau de consommation populaire.
- politique de la production discriminatoire : produire ce qui est nécessaire au peuple et non à la bourgeoisie,
- politique d'importation discriminatoire : importer ce qui est nécessaire au peuple et à la production de masse, et non à la bourgeoisie.
- politique de distribution des biens de consommation discriminatoire : plus pour le peuple, moins pour la bourgeoisie.

Cet ensemble de mesures qui devrait s'accompagner d'un effort accru sur le front de la production implique évidemment une mobilisation populaire et un approfondissement radical de la lutte des classes:

(1) Outre que cela implique une fuite de devises supplémentaire, il est clair que le revers de cette mesure est d'encourager la consommation somptuaire de la bourgeoisie.

- contrôle populaire de la distribution à travers les J. A. P.
- contrôle gouvernemental à travers des organismes publics de surveillance et de distribution, appuyer sur un contrôle sévère par les masses sur les 1500 à 2000 principales entreprises de production et de distribution (sans aller jusqu'à les nationaliser).
- renforcement de l'A.P.S. et nationalisation rapide des entreprises qu'il reste à intégrer à l'A.P.S.
- développement du contrôle des travailleurs tant dans le secteur public que dans le privé.

Quelle a été la réaction du P.C. face à ces propositions? Millas dénonce «la phraséologie du contrôle ouvrier» et affirme que «le contrôle des travailleurs dans l'industrie privée n'a rien à voir non plus avec le programme de base du gouvernement de l'unité populaire» (2). Millas précise: «ce qui sans ambiguités, qu'on l'inter prète comme on veut, représente une négation absolue de la politique de l'U.P., est la proposition d'une administration qui se constitue en unifiant les organisations populaires en conseils communaux de travailleurs qui, au moyen d'assemblées à la base, résolvent des questions d'intérêt immédiat pour les travailleurs, comme celui de l'approvisionnement au moyen des J.A.P., comme l'éducation et la santé, etc...». Tout ceci, selon Millas, est de «l'anarchisme pur». Ce qu'il faut faire, selon lui, c'est «soutenir une action syndicale sociale, politique, économique, et administrative coordonnée et efficace qui (...) gagne les entrepreneurs», en «assurant leur stabilité et leur croissance économique», au lieu de «susciter des soupçons, incompréhensions et résistances inutiles» de leur part. Cet objectif implique donc de la part des travailleurs une «discipline démocratique, rigoureuse, mais consciente», fondée sur une «authentique participation», comprise comme «une connection cohérente dynamique et directe entre la production, la productivité, la rentabilité des entreprises du secteur social, la production d'excédents, les salaires et les stimulants matériels», le tout lié à «une direction efficace, rationalisée, moderne et avancée», et à une «discipline sociale de fer des travailleurs». C'est pourquoi, explique Millas, «une participation révolutionnaire est réelle, si elle opère avant tout, sur le terrain de conventions de productions et de salaires fondées strictement sur un plan économique réaliste, qui se propose des mesures très claires d'augmentation de la production et de reproduction élargie et qui engage chaque ouvrier, employé et technicien», pour que le travailleur arrive ainsi «à appuyer avec conviction la nécessité des hiérarchies, de la direction démocratique centrale, de la discipline et des responsabilités individuelles». En bref, cette politique de «participation» est en fait une politique d'intégration des travailleurs : son but étant, comme le dit le M.A.P.U., de «garantir la prospérité des entrepreneurs capitalistes, en rejetant l' «économisme» des ouvriers qui demandent des salaires plus élevés, et l' «anarchisme» de ceux qui revendiquent une «participation

Pour la gauche révolutionnaire, cette politique qui a pour but l'alliance de la petite bourgeoisie industrielle avec les forces qui soutiennent l'U.P. est une erreur.

C'est pourquoi la politique d'alliance de classe opposée par la ligne de gauche à celle du P.C., a pour but principal de gagner l'appui des secteurs populaires les plus défavorisés (en particulier les marginaux, le sous-prolétariat, ...). Ce sont en effet ces secteurs (et non ceux des classes moyennes) qui ont fait passer de 36% à 51% les votes en faveur de l'U.P. au début 1971 : mais leur soutien, accordé en fonction des mesures de l'U.P. en leur faveur, s'est affaibli à la suite des difficultés économiques dont ils ont été les premières victimes. D'où l'importance de rétablir l'équilibre en frappant plus durement la bourgeoisie. Mais il est clair que la politique proposée pour atteindre cet objectif implique un renforcement de la lutte des classes : les affrontements inévitables ne pourront être surmontés que par une mobilisation et une organisation beaucoup plus fortes des masses. Or le P.C. estimait (et estime toujours) que l'U.P. et les forces qui l'appuient n'étaient pas prêtes à affronter une telle crise ; d'où la politique avancée à Lo Curro, qui reposaient sur la perspective d'un accord stratégique (et non tactique) avec la D.C. au sujet des formes de propriété dans les secteurs industriels.

Lo Curro se termina par la victoire indéniable de la ligne du P.C. au sein de l'U.P., qui s'est traduite concrètement par les changements de ministres déjà signalés, la rupture affirmée de l'U.P. avec le M.I.R., et l'engagement de conversations avec la D.C. Mais ces discussions échouèrent totalement : non pas tant par intransigeance de l'U.P., mais parce que la tendance petite bourgeoise au sein de la D.C. (dirigée par TOMIC, partisan des «changements» n'a pu s'imposer devant la tendance de la bourgeoisie monopoliste, dirigée par Frei.

En conclusion, on peut dire que la ligne du P.C. est celle du «centrisme révolutionnaire» : centrisme car le P.C. cherche à élargir la base politique de l'U.P. vers le centre (la bourgeoisie non-monopoliste) ; révolutionnaire car cette ligne continue à porter des coups très durs à la bourgeoisie monopoliste et foncière. Mais il ne s'agit pas d'une ligne «révolutionnaire socialiste» : elle crée en effet les conditions objectives pour la naissance d'une nouvelle couche dominante (bureaucratie) située dans les appareils d'état.

(2) Cette citation et celles qui suivent sont extraites d'articles de Orlando Millas, parus dans les numéros des 28 mai et 5 juin 1972 de «El Siglo».

La possibilité que le processus chilien mène à un capitalisme d'état de type nassérien, inscrite en filigrane dans les discussions de Lo Curro, s'est nettement confirmée dans les évènements des mois suivants, particulièrement après l'arrivée des militaires au gouvernement. Mais il ne s'agit encore que d'une possibilité (bien qu'elle devienne de plus en plus probable), car la lutte entre la ligne P.C. et celle de la gauche révolutionnaire s'est profondément radicalisée dans le même temps.









V L'AGRESSION IMPÉRIALISTE AU CHILI

1 . LA GUERRE DU CUIVRE ,

Il est à peine besoin de souligner l'importance du cuivre pour l'économie chilienne : plus de 80% des exportations, entre 700 et 1 000 millions de dollars par an. Bien que les ressources du Chili soient très diversifiées, la domination impérialiste l'a conduit à cette situation de mono-exportateur qui le rend particulièrement vulnérable aujourd'hui. Pendant les cinquante dernières années, la production de cuivre était quasi totalement dominée par deux compagnies US : l'ANA-CONDA (mines de CHUQUICAMATA et EL SALVADOR) et la KENNECOTT (mine de EL TENIENTE). Comme seul exemple des profits fabuleux réalisés par ces compagnies, on donnera celui de la KENNECOTT : avec 2,5 millions de dollars d'investissements initiaux, elle a rapatrié plus de 1 500 millions de dollars de bénéfice jusqu'au jour de sa nationalisation.

En 1964, la Kennecott avait proposé à Frei de former une société mixte pour l'exploitation de El Teniente, l'état chilien rachetant 51% des actions. Il apparut très rapidement que le but de cette mesure de «Chilinisation», présentée comme une grande victoire par Frei, n'était en fait qu'un prétexte de la Kennecott pour sauver El Teniente d'une grave crise financière, augmenter ses profits en remplaçant ses installations vétustes par des neuves payées par le Chili, et enfin s'assurer contre tout risque de nationalisation. Le prix fixé pour le rachat de 51% des actions fut de 80 millions de dollars, alors que la valeur totale du capital était estimée à seulement 67 millions de dol-Mais la Kennecott justifia cette majoration en disant que le capital était sous-évalué (c'est vrai : cela lui permettait de payer beaucoup moins d'impôts à l'état chilien...). Au même moment fut décidé un plan d'investissement destiné à moderniser la mine : les 80 millions de dollars nécessaires furent apportés par la Kennecott au moyen d'emprunts auprès d'organismes de crédit américains, emprunts avalisés par le gouvernement chilien, qui en est toujours débiteur aujourd'hui. (Dans le même temps la compagnie rapatriait aux USA, les 80 millions touchés pour les 51% d'actions). En bref cette scandaleuse opération permit à la Kennecott de rapatrier l'équiva lent de tout son capital investi, et lui laissait dans les faits le contrôle de l'administration, de la direction technique du gisement et de la commercialisation du cuivre, multipliant ainsi ses bénéfices

La «Chilénisation» comprenait également un nouveau barême d'imposition des compagnies US, qui se révéla être un cadeau royal pour celles-ci. Fondé sur un prix moyen du cuivre de 29 cents par livre, ce barême ne fut pas modifié dans les années suivantes alors que le prix du cuivre montait à 60 et même 80 cts/livre! Résultat : les bénéfices des compagnies triplèrent entre 1965 et 1968, passant de 43,8 à 126 millions de dollars. La Kennecott a même vu ses bénéfices plus que tripler, alors qu'elle ne possèdait plus que 49% des actions!

Devant ce scandale, et sous la pression de l'opposition, Frei mit alors en train en 1969 la «nationalisation négociée», qui fut encore plus favorable aux compagnies US: il s'agissait théoriquement de racheter (!) en 12 ans 51% des actions de toutes les entreprises, le reste étant racheté progressivement par la suite. Encore une fois le calcul du prix des actions fut sur-évalué et donna lieu à de fructueux transferts en faveur des compagnies US. De plus, en échange de franchises et de facilités économiques très favorables, ces compagnies s'engagèrent à lancer un très vaste plan d'investissements de 700 millions de dollars. Elles n'apportèrent en fait pas un seul dollar et le financement fut réalisé par des crédits extérieurs toujours à la charge du Chili. Les travaux réalisés furent défectueux et incomplets, ce qui ne permit pas à la production d'atteindre les niveaux prévus, éleva le coût de la production et obligea par la suite le gouvernement à des investissements additionnels.

Après l'élection d'Allende, alors que se préparait la nationalisation complète, la Kennecott et l'Anaconda sabotèrent systématiquement l'exploitation des mines : elles exploitèrent exclusivement les veines les plus riches de façon à réaliser les bénéfices maximum le plus vite possible. Cela a conduit à une détérioration très importante des gisements : on a estimé à 40 millions de dollars pour Chuquicamata et à 13 millions de dollars pour El Salvador le coût de la remise en état normal de fonctionnement.

Le 11 juillet 1971 la nationalisation était votée à l'unanimité par le parlement . La droite ne pouvait s'y opposer, mais elle apporta des modifications importantes au projet : en particulier les 700 millions de dollars empruntés pour les investissements signalés plus haut resteraient à la charge du Chili, alors que le projet initial ne prévoyait pas leur remboursement.

La loi de nationalisation établissait donc que tous les bénéfices supérieurs à 12% du capital (taux considéré comme normal) étaient excessifs et qu'ils devaient être déduits des indemnisations (égales au capital immobilisé). De 1955 à 1970, la rentabilité moyenne (bénéfices)

ces rapatriés sur capital) de l'ANACONDA fut de 21,51% au Chili, alors qu'elle n'était que de 3,67% pour ses installations situées dans le reste du monde. Pour sa part, la Kennecott avait reçu dans le même temps pour ses investissements à El Teniente, un bénéfice moyen de 52,87% (!!!), alors qu'il était de 9,95% dans le reste du monde. Il ne fut pas possible de calculer les bénéfices excessifs réalisés avant 1955, car il n'existait alors aucun contrôle de l'état. On ne prit pas non plus en compte les pertes subies par le Chili par la fixation arbitraire de bas prix du cuivre vendu à leurs sociétés-mères aux USA par les compagnies, ni les énormes bénéfices réalisés ainsi. Le total ainsi calculé des bénéfices excessifs atteignait 774 millions de dollars (410 pour El Teniente, 300 pour Chuqui, 64 pour El Salvador), alors que le total de la valeur du capital investi n'était que de 385,5 millions de dollars.

Les compagnies américaines sont donc **débitrices** à l'égard du Chili, respectivement de 312 millions de dollars pour la Kennecott et de 76.5 millions de dollars pour Anaconda.

On imagine que l'impérialisme américainn'est pas resté sans réactions, essentiellement à cause du danger que représente ce nouveau concept juridique pour l'ensemble de ses «possessions» dans les pays de la périphérie. Un tribunal du cuivre réunissant les parties chilienses et américaines fut chargé d'étudier le règlement pratique de la nationalisation. Mais en même temps que cette bataille juridique, d'autres actions plus directes furent entreprises :

- En décembre 1971, suppression des crédits qui devaient être accordés à la compagnie nationale LAN CHILE pour l'acquisition de trois BOEING 707.
- Février 1972 : saisie des biens et avoirs bancaires d'organismes publics chiliens aux États-Unis.
- Dans les mines mêmes, l'héritage de l'administration US apporta d'autres ennuis que celui du saccage des gisements : les «superviseurs», (employés moyens, contremaîtres,...), 1 600 personnes au total, étaient payés en dollars par les américains, en échange de leurs bons et loyaux services. Ces dollars, ils les changeaient au marché noir à un taux prohibitif. Après la nationalisation les «superviseurs» furent payés en escudos, ce qu'ils acceptèrent difficilement : ils ripostèrent en organisant des grèves et des sabotages, que les ouvriers et les mineurs ont finalement réussi à contrôler.
- Baisse du prix du cuivre : il est passé de 64,1 cts/lb en 1970 à 49,3 cts/lb en 1971, soit une baisse de 23%. Cette baisse a entraîné une baisse de 200 millions de dollars pour le Chili en 1971, et il est clair qu'elle doit peu aux «lois du marché», et beaucoup à l'action des compagnies US.

La dernière étape de cette bataille a commencé le 8 septembre 1972, quand F. MILLIKEN, président de la Kennecott, a annoncé que sa compagnie se retirait du tribunal du cuivre et entamait la guerre ouverte contre le Chili : il déclara que la Kennecott conservait ses droits sur le cuivre produit à El Teniente et entreprendrait toutes les actions possibles pour les faire valoir... C'est ainsi que plusieurs bateaux chargés de cuivre chilien destinés à des pays européens, ont fait l'objet de saisies-arrêts à la requête de la Kennecott. Le premier pays à intervenir ainsi fut la France. Mais la solidarité internationale a joué : les dockers du Havre, puis ceux de Rotterdam ont refusé de décharger la cargaison de 1 750 t de cuivre en provenance d'El Teniente, sur la valeur de laquelle portait la saisie-arrêt. Finalement le jugement rendu en octobre par le tribunal de grande instance de Paris levait l'embargo sur les fonds chiliens et permettait que ceux-ci rentrent en la possession de la CODELCO; mais il ne jugeait pas sur le fond et annonçait l'ouverture d'une étape d'information destinée à juger le bien-fondé de la mesure de nationalisation chilienne.

La setonde partie de ce jugement a été considérée à juste titre comme une ingérence inadmissible dans les affaires intérieures chiliennes. Face à l'action concertée des impérialismes US et Européens, la seule perspective d'action au niveau international reste pour le Chili le renforcement de la solidarité entre les pays sous-développés exportateurs de cuivre, groupés au sein du CIPEC (Chili, Pérou, Zaïre, Zambie). Une conférence extraordinaire des ministres des mines de ces pays s'est tenue en octobre à Santiago. Les décisions les plus importantes furent d'une part la solidarité affirmée des pays membres qui se sont engagés à ne pas profiter de la délicate situation du Chili sur le marché mondial du cuivre, et d'autre part d'engager des rapports suivis avec les pays producteurs de pétrole groupés au sein de l'OPEP de façon à définir une politique commune de défense face aux métropoles impérialistes.

2. LE PROBLEME DE LA DETTE EXTÉRIEURE

Si les compagnies US Anaconda et Kennecott ont tout essayé pour obtenir une indemnisation, c'est beaucoup moins pour éponger les pertes subies (facilement compensées par les lièns inter-monopoles :

assurances anti-nationalisations, etc...) que pour aggraver la dette externe du Chili et l'obliger ainsi à se PLACER SOUS LE CONTROLE ET LA DOMINATION DES ORGANISMES FINANCIERS de la métropole impérialistes (FMI, BIRD,...).

L'action de l'impérialisme US contre le Chili s'est développée à deux niveaux : politique et surtout économique. L'intervention au niveau politique s'est traduite en particulier par :

- le complot fomenté en septembre 1970 par la compagnie ITT, qui avait conduit à l'assassinat du Général Schneider.

- le soutien financier à l'appareil de propagande de la bourgeoisie (presse, radios,...).

- l'intervention permanente de la CIA : organisation de nombreux complots, travail de sape au sein des forces armées, soutien aux groupes para-militaires d'extrême droite (patria y libertad),...

Mais c'est bien évidemment par des agressions économiques auxquelles le Chili est bien plus vulnérable, que l'impérialisme US a développé sa riposte : baisse du prix du cuivre, embargos de la Kennecott, détérioration accélérée des termes de l'échange, restriction des lignes de crédits accordés par des organismes financiers américains et internationaux, etc... Cet ensemble de mesures a eu pour conséquence de diminuer très considérablement les ressources en devises du Chili. Malgré les efforts du gouvernement pour développer les échanges économiques avec d'autres pays de la périphérie (en particulier ceux du Pacte Andin) ou pour obtenir des prêts des pays socialistes, la propre situation économique et politique de ces pays n'apporte pas au Chili la possibilité de rompre totalement à court terme ses liens avec la métropole capitaliste (en particulier du fait de sa structure monoexportatrice).

L'analyse de la balance des paiements (cf. tableau) montre une diminution très nette des investissements étrangers depuis l'arrivée de l'UP au gouvernement : cette tendance contribue évidemment à diminuer la dépendance à l'égard de la métropole ; mais elle est malheureusement beaucoup plus que compensée par la diminution des ressources en devises, aggravée par l'augmentation des importations de biens alimentaires (environ 400 millions de dollars en 1972). Les réserves en devises existant en 1970 étaient suffisantes pour compenser le déficit de la balance de 1971, mais elles se sont épuisées rapidement. Il a donc été nécessaire d'adopter de nouvelles mesures de change (dévaluation), et surtout de renégocier la dette extérieure.

année	solde de la balance commerciale	solde du compte courant	entrée nette de capitaux	erreurs et omissions	solde de la balance des paiements
1967	111,5	- 127,4	123,9	- 21,5	- 25,0
1968	119,7	– 135,3	303,5	- 41,2	127,0
1969	252,9	- 5,6	238,2	-	232,6
1970	62,1	- 57,4	148,5		91,1
1971	1 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10	- 211,5	- 99,7	-	- 311,2

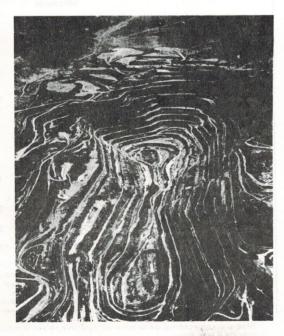
Tableau : Balance des Paiements (Source : Banco Central de Chile) (En millions de dollars)

La réunion que le Chili a tenu à Paris avec ses créanciers lui a permis d'obtenir certains délais de paiement, mais au prix de certaines conditions, dont la principale est d'accepter les «conseils» du FMI pour rendre «plus saine» l'économie chilienne : il s'agirait de juguler l'inflation par des mesures draconiennes comme : blocage des salaires, respect de la vérité des prix (consentir aux hausses), imposition d'une politique d'austérité aux masses populaires, stabilisation du secteur de propriété sociale, accord de garanties aux investisseurs privés. Il est clair qu'appliquer l'ensemble de ces mesures équivaudrait à renier complètement le programme de base de l'UP.

La seule possibilité à long terme qui laisserait les mains libres à l'UP serait donc de **dénoncer l'ensemble de la dette.** Cette solution a été proposée avec fermeté par la gauche révolutionnaire qu'elle soit hors ou dans l'UP. Mais elle a été rejetée : une telle mesure impliquerait une redéfinition de la ligne politique de l'UP, c'est à dire que la ligne de la gauche révolutionnaire (MAPU, aile gauche du PS, IC ...) l'emporte sur celle du PC. En effet la dénonciation de l'ensemble de la dette aurait pour conséquence immédiate un blocage économique total de la part des pays capitalistes, qui ne pourrait être surmonté que par :

- la complète solidarité du camp socialiste : or s'il y a déjà des promesses de crédit des pays socialistes, pour environ 400 millions de dollars, cette solidarité n'a guère été active jusqu'alors (sauf pour Cuba et la Chine dont les possibilités sont très limitées) et elle ne s'est traduite que par des actions ponctuelles. Quant à l'aide de l'URSS, elle parait conditionnée à l'orientation politique de l'UP: jusqu'en juin 72, les négociations avec l'URSS et les pays socialistes d'Europe ont avancé très lentement ; il est significatif que ce soit en juillet 72, juste après le virage économique de Lo Curro, où la ligne du PC a triomphé, que les premiers résultats substantiels de l'aide soviétique se soient produits.

- une mobilisation de masse forte et organisée qui permettrait de fixer comme tâches révolutionnaires l'économie de devises (manger du poisson au lieu de viande, ne pas consommer de produits importés, etc...) et la «bataille de la production». Mais ces objectifs ne pourraient être atteints qu'avec une participation de 95% de la population, et implique donc que les masses populaires détiennent effectivement le pouvoir, ce qui est bien loin d'être le cas.



Mine de Cuivre de Chuquicamata.

VI FRONTS DE LUTTE

1. LA LUTTE DANS LES ENTREPRISES

. .

a) le secteur socialisé de la production (A.P.S.)

La constitution de l'APS résume à elle seule toute la complexité de l'expérience chilienne. Elle met en jeu à la fois :

 toutes les subtilités de la loi : on interprète de vieux décrets, notamment celui qui autorise la réquisition d'entreprises quand est menacé le ravitaillement de la population, quand on relève des anomalies dans la production ou la gestion.

- la mobilisation des travailleurs pour exiger la demande d'étatisation, pour réaliser le projet de participation à la gestion et à la direction. - la mobilisation de la réaction particulièrement menacée ; la «contraloria» organe administratif de contrôle aux mains de la DC qui peut déclarer la légitimité ou non de l'intervention de l'État, tentera de freiner le processus, sans parler de la puissante offensive des secteurs concernés (patrons, cadres, etc...).

- enfin toute la lutte politique et idélogique autour du problème avant tout entre la droite et la gauche, mais aussi au sein même de la gauche. Ce n'est pas un hasard si l'on retrouve aujourd'hui la question de l'APS au centre du débat. On y reviendra à la suite de l'analyse très résumée (et donc un peu schématique) de la constitution de l'APS et des luttes dans les entreprises qui n'en font pas partie.

En août 72, les 38 entreprises réquisitionnées sur les 91 alors en projet ne sont pas le reflet d'une politique d'ensemble (sauf pour le textile). Les usines de produits alimentaires sont faiblement représentées par contre l'on compte des entreprises moins «stratégiques» mais plus aptes à fournir un excédent financier. Malgré cette dispersion l'opération est une véritable déclaration de guerre au grand capital et aux investissements impérialistes.

A l'intérieur de ces entreprises réquisitionnées, on assiste à l'application plus ou moins réussie de la participation ouvrière à leur direction. Cette participation est fondée sur la séparation entre syndicats et représentants élus par les travailleurs, sur la prépondérance des représentants du gouvernement dans le conseil d'administration (un président «interventor» désigné par le gouvernement, 5 représentants de l'État, 5 représentants des travailleurs — 3 de la production, 1 de l'administration, 1 pour les techniciens et les cadres) qui seul a le pouvoir de décision, sur l'existence d'un «Comité Coordinateur» qui joue un rôle central entre la gestion des travailleurs et la revendication syndicale, enfin sur la création des «Comités de Production», contrôleurs de la bonne marche du travail.

Les objectifs du secteur socialisé se sont le plus souvent résumés à la maximisation de l'augmentation de la production, d'ailleurs réalisée de façon spectaculaire la plupart du temps.

Malgré les limites et les difficultés du projet les travailleurs de la majorité des entreprises appuyèrent et défendirent l'Étatisation, s'unissant dans la défense du caractère social de l'entreprise parfois même en désaccord avec leur filiation politique (cas des ouvriers DC, du textile refusant de rendre la fabrique, en dépit de l'existence d'un jugement positif pour les anciens patrons).

Enfin il faut ajouter à l'APS les 90 entreprises, moyennes et petites, abandonnées par leurs patrons ou occupées par leurs ouvriers qui y furent intégrées, malgré l'opposition de quelques bureaucrates obsédés de rentabilité.

En résumé l'avance fut substantielle malgré son désordre

Tout ceci ne pouvait se développer sans un contrôle strict du secteur financier, réalisé sous la forme d'une campagne de rachats d'actions des banques, aidée par la pression de la menace d'une possible étatisation, ainsi que par la découverte d'irrégularités qui rendirent légales certaines réquisitions. Actuellement la plupart des banques privées et étrangères sont sous le contrôle de l'État.

L'avance économique ainsi créée sous l'impulsion du ministre Vuskovic fut une véritable guerre contre la bourgeoisie monopoliste (ce serait de l'ultra-gauchisme que de qualifier de réformiste cette politique économique). Les contradictions surgissent plutôt du décalage de l'avance de la conquête économique sur l'avance dans le politique.

Disons qu'un certain «gauchisme économique» est en contradiction avec un «réformisme politique», ce qui permet au grand capital de mener une offensive à mort contre l'UP sur tous les fronts : impérialisme mondial, bataille continue de la bourgeoisie chilienne (démagogie du projet DC auto-gestionnaire), campagne alarmiste constante, création d'un front national de l'entreprise privée, etc... (1)

(1) Sans compter les contradictions internes du système, où les travailleurs n'ont que 3 voix sur 11 dans le conseil d'administration. Sur l'ensemble de ces luttes on pourra lire bientôt la traduction à paraître du livre de CASTELLS: La lutte économique de classe sous l'Unité Populaire.

b) les luttes de classes dans le secteur privé

Le parent pauvre de l'économie (bien qu'en fassent partie certaines entreprises monopolistes considérées comme non stratégiques) est aussi le parent pauvre du programme de l'UP. Dans la vaste alliance de classes anti-monopolistes, on veut intégrer cette fraction de la bourgeoisie en lui donriant de meilleures conditions de développement, libérée par l'État du joug des monopoles. En échange de ces garanties, ces capitalistes devront produire et investir. De son côté le prolétariat de ce secteur devra patiemment soutenir son gouvernement qui se charge de contrôler les salaires. Mais les patrons préfèrent spéculer au lieu d'investir. Leurs ouvriers (qui représentent en 72 pratiquement 90% de la classe ouvrière) à qui on demande une haute conscience politique sans leur donner les moyens de la construire, se mettent à exiger leur rattachement à l'APS.

Ce débordement par la base n'est pas toujours rose, les déviations droitières ou gauchistes bordent l'étroit chemin que les travailleurs ont dû eux-mêmes tracer, mais il a brisé l'alliance des classes du projet initial de l'UP: 250 entreprises, au lieu des 91 sont réquisitionnées en août 72. Le gouvernement doit entériner la décision des travailleurs. Mais le débat n'est pas clos; la question du nombre d'entreprises de l'APS était toujours au centre des discussions de l'UP avec la DC, il est au centre de la divergence au sein de la gauche. En effet la crise d'octobre avec sa vague d'occupation des usines fermées par leurs propriétaires, remettra sur le tapis la question de l'APS. La droite veut se servir des militaires présents au gouvernement pour exiger la remise des usines occupées à leurs anciens propriétaires: le jeu d'échec se complique avec l'entrée en jeu de nouvelles pièces.

La Réforme Agraire promulguée par le gouvernement DC en juillet 1967, fut utilisée avec plus de vigueur par celui de l'Unité Populaire. Ses possibilités et ses limites qui dérivent de la combinaison de ses deux dimensions, capitaliste —modernisante et réformiste—, populaire, ont permis la destruction du système féodal des grandes propriétés (supérieures à 80 ha de bonne terre de la Vallée Centrale), mais renforcèrent et dynamisèrent le capitalisme agraire, tout en le menaçant. La campagne chilienne fut transformée en un champ de luttes sociales et politiques intenses et complexes, qui concentre les qualités, les ambiguïtés et les impasses du processus actuel.

La domination foncière des grands propriétaires qui accumulaient 80% des terres en en cultivant seulement une petite partie, la domination dans la production du capitalisme agraire, et l'existence d'un ample secteur de petits propriétaires en crise et d'une masse de travailleurs temporaires misérables, formaient un tout d'autant plus complexe que les puissants sont étroitement liés au bloc de la réaction et que le problème de la production agricole est central dans un pays qui doit chaque année puiser dans ses réserves une part croissante de devises pour importer de la nourriture.

Distribution statistique des classes et des fractions de classes en 1967 dans l'agriculture

	nombre de personnes	%
grands propriétaires (latifundistes et bour- geoisie monopoliste)	4 800	0,6
bourgeoisie moyenne	11 700	1,5
petits propriétaires	26 900	3,6
minifundistas (1)	190 000	25,7
employés agricoles	15 000	2,0
semi-prolétariat (inqui- linos et medieros) (2)	71 700	9,7
prolétariat (salariés permanents)	95 500	12,9
sous prolétariat - salariés temporaires - pop. familiale non	148 500	20,1
rémunérée	173 000	23,4
TOTAL	737 200	100,0

(1) Minifundistas : paysans pauvres sans capacité de main d'œuvre, dont la parcelle de terre ne leur permet pas de vivre et qui doivent

se louer comme temporaire une bonne partie de l'année.
(2) Inquilinos : en échange d'un terrain et de quelques avantages matériels travaille la plus grande partie du temps les terres de son patron.

Mediero : en échange de la terre qu'il cultive remet la moitié de la récolte à son patron.

a) les limites et les contradictions de la réforme agraire

Cette situation sur laquelle s'est appliquée la réforme agraire a donné lieu à une trame de contradictions, entre les classes et les fractions de classes, par rapport à la réforme, au développement de la lutte de classes et à la réorganisation du type de production agricole.

type de propriété	en nombre		en superficie	
	1965	1972	1965	1972
	%	%	%	%
moins de 5 hec.	81,4	79,3	9,7	9,7
5 à 20	11,5	11,3	12,7	13,0
20 à 40	3,0	3,3	9,5	11,6
40 à 60	1,3	2,5	7,1	14,5
60 à 80	0,8	1,6	5,7	12,8
plus de 80	2,0	0,1	55,3	2,9
secteur réformé	0,0	1,9	0,0	35,5
	100	100	100	100

La destruction des grandes propriétés ne correspond pas à la disparition de la grande bourgeoisie rurale. La limite des 80 hectares préserve un bon nombre des grandes propriétés, qui profitent de l'aide de l'État à travers la RA, et si la terre est expropriable, le bétail et les outils de travail ne le sont pas. Ce qui signifie qu'un capitalisme a-graire s'est trouvé renforcé par l'action de l'État.

Le sous-prolétariat n'est pas intégré au secteur réformé, seuls les salariés permanents ont reçu des terres expropriées et l'exploitation de main d'œuvre bon marché continue avec de nouveaux patrons. Pour éviter le développement d'un capitalisme coopératif agraire l'UP prit l'initiative, à partir de septembre 71, d'organiser les Centres de Réforme Agraire (CERA). Il s'agit à la fois de réorganiser la production (regroupement de plusieurs coopératives, aide technique de l'État), et les relations (gestion démocratique des membres de la coopérative et des salariés):

Mais la propre dynamique de la RA a rendu divergents ces 2 objectifs centraux : augmentation de la production capitaliste agraire, grande et réformée, et mobilisation et organisation populaire.

b) une lutte de classes sanglante

D'un côté, une des bases du fascisme chilien est en train de se développer dans ces zones rurales où l'appareil d'État échappe largement à l'influence du gouvernement actuel. Ce qui permet à une justice de classe sans vergogne et à un appareil policier formé pour la répression des masses rurales de collaborer sans contraintes avec les hommes de main des grands propriétaires qui défendent leur privilège en assassinant. Pour ne donner qu'un seul exemple, en août 72, dans le Sud, à Frutillar, 40 hommes armés pénètrent dans un fundo récemment exproprié, emportent les machines, assassinent froidement 3 paysans militants communistes et blessent gravement 8 autres... La Cour de Valdivia qualifiera les crimes de «simple homicide au cours d'une rixe» et les assassins auront des peines très légères. Un front commun de défense de la propriété privée agraire s'est constitué sous l'hégémonie de la grande bourgeoisie rurale devant la menace de la RA, et les invasions «illégales» de fundos. Il bénéficie de l'appui de toute la puissance de la droite (la société nationale de l'agriculture, chef de file de la réaction, est un de ses puissants supports). Ce front regroupe la plupart des petits propriétaires terrorisés par la pression du sous-prolétariat. Cela débouche sur le licenciement massif des ouvriers, le sabotage économique, la spéculation, l'organisation des «gardes blanches», milices armées qui lancent des opérations militaires minutieusement préparées.

De l'autre côté, on constate l'inexistence d'une alliance avec des perspectives claires, entre le secteur réformé, le prolétariat et le sous-prolétariat, les minifundistas restant le grand enjeu entre les 2 blocs. Les salariés sont fortement syndiqués, et l'on note la nette progression des syndicats de gauche, dont les lignes d'action se radicalisent au fur et à mesure de l'intensification des luttes. Mais c'est à partir des masses paysannes les plus opprimées, le sous-prolétariat, les mini fundistas, que se crééront les mouvements les plus radicaux. Sans espoirs à court terme dans le processus actuel, ces masses vont provoquer leur propre réforme agraire sauvage.

- 1 Les Mapuches, survivants de l'héroïque peuple indigène, sont constitués de 500 000 personnes, concentrées dans une région du Sud de grandes propriétés. Minifundistas individuels ou en forme collective, ils furent soumis à de continuelles usurpations de terres sanctionnées par la justice des grands propriétaires. Leur conscience de classe et leur conscience ethnique, plus l'intervention de cadres révolutionnaires, transformèrent la région de Caütin en un champ d'affrontement direct avec la grande et moyenne bourgeoisie agraire. La radicalisation des luttes obligea le gouvernement populaire à intervenir pour réprimer leur tendance «gauchiste» (dispersion à balles par les carabiniers d'une manifestation où ils réclamaient de meilleurs soins médicaux) et au même moment pour faire voter une loi indigène qui facilita le développement de leur communauté.
- 2 Les Conseils Communaux Paysans de base, élus par tous les paysans de la commune sans distinction d'organisation et de statut. furent le cadre de la mobilisation des masses non-représentées, et le dépassement du projet initial limité (2). La possibilité concrète d'une fusion politique des paysans se fit sous l'initiative d'un secteur minifundiste en révolte. Ces conseils se transforment en l'expression spécifique de couches et fractions à la fois exclues de la RA et dont la lutte revendicative était fortement limitée en raison de leur place dans la production, tandis que les conseils paysans classiques sont des instruments de liaison entre les masses paysannes organisées (en particulier dans le secteur réformé) et les organismes d'État. Mais cette alternative de pouvoir populaire depuis la base se heurte à la présence d'appareils d'État de classe et ces conseils n'ont pu, eux aussi, empêcher le fractionnement interne des paysans exploités

c) réforme agraire ou guerre civile

Devant ce blocage de contradictions complexes et devant l'incapacité du gouvernement de mobiliser l'ensemble des paysans exploités et de mettre en place une alliance anti-oligarchique, on distingue 3 tendances au sein de la gauche.

Pour le MIR, c'est la nécessité d'accélérer le processus et de donner plus d'importance aux aspects militaires de la lutte de classe. Le MCR (3) a acquis, dans le sud en particulier, une influence indiscutable et a permis au MIR de développer une critique de la timidité de I'UP sur ce secteur.

El Rebelde - février 72.

1- Exproprier rapidement et massivement tous les fundos de la bourgeoisie agraire.

2- Ramener les limites des 80 hectares à 40 hectares.

3- Exproprier le bétail et le matériel agricole en même temps que les terres et chercher des conditions favorables pour ne pas payer l'expropriation.

4- Établir les formes de propriétés plus avancées que permettent les niveaux de conscience atteints par les ouvriers agricoles et les paysans pauvres. Employer les formes de propriétés d'État pour les ouvriers agricoles et les formes de propriétés coopératives pour les paysans pauvres ou d'autres formes plus avancées s'ils le veulent.

5- Décréter plus d'attributions aux Conseils Communaux Paysans pour que ces problèmes soient résolus à travers ces conseils par les travailleurs eux-mêmes.

Il faut signaler que la politique du MIR ainsi formulée ne présente pas de contradictions graves avec le programme agraire de l'UP mais qu'elle est fréquemment débordée sur le terrain par les bases du MCR qui se trouvent souvent dans de véritables impasses, qui doivent supporter le bureaucratisme de l'administration et le sectarisme de certaines tendances de l'UP. De toute façon la simple application du programme annoncé conduit à l'affrontement direct avec les groupes sociaux liés à la bourgeoisie agraire.

- Pour sa part, le PC insiste particulièrement sur la réalisation primordiale de la RA pour relever le niveau de la production. Sachant qu'à court terme le secteur réformé ne pourra apporter de solutions, le PC tente d'organiser un large bloc centriste autour du secteur réformé et du prolétariat syndiqué, ouvrant la possibilité d'une alliance avec les petits propriétaires.
- (2) Les Conseils Communaux Paysans créés en décembre 70 sous l'UP, avaient des fonctions purement consultatives et accessoires, et la grande masse des paysans non syndiqués ne pouvait y participer.
- (3) Front de masses paysans du MIR = Movimiento de los Campe sinos Revolutionarios

Luis Corvalan - Secrétaire général du PC - Pleno Arario - Août 72.

. .

«Un coup mortel a été porté à la grande propriété. Nous avons accompli une étape, nous passons à une autre. L'étape accomplie n'a pas été particulièrement facile. Elle a été menée à sa fin après avoir vaincu la résistance des potentats de l'agriculture. En fait, on pourrait dire que maintenant vient le plus sérieux, le plus difficile, et en définitive le plus intérescant : organiser la nouvelle agriculture en ayant comme objectif central l'augmentation de la production agricole et le bienêtre des paysans...

Dans cette nouvelle politique économique et financière, une plus grande signification est prise par l'augmentation de la production en général, et, en particulier, par l'augmentation de la production agricole en raison de l'importance qu'elle a pour assurer l'alimentation du peuple et pour les énormes dépenses en devises, en devises que nous n'avons pas, et ceci à cause du retard agricole...

... L'élimination du latifundio est la première étape qui nous ouvre le chemin. La seconde étape est la planification et l'organisation de l'agriculture pour accomplir sous le gouvernement de l'UP une partie de ces tâches. La troisième étape, dans l'ordre chronologique, mais non la moins importante car elle est à l'ordre du jour, consiste en la résolution dès maintenant des tâches immédiates de la production, de la planification à court terme, de la participation massive des paysans et de l'organisation transitoire de l'agriculture pour assurer le ravitaillement de notre peuple et pour vaincre les difficultés nationales aussi grandes que celle du manque de devises.

... Les paysans n'acceptent pas par exemple que les excédents de leur production aillent à un fonds commun, ni que le droit de pâture soit fixé arbitrairement, sans considérer la situation réelle de chaque terre réformée. Nous croyons qu'ils ont raison et qu'il serait funeste de leur imposer des normes qui vont contre leur intérêt et aussi contre les intérêts nationaux. L'apport que chaque jour ils ont à faire au pays, c'est avant tout l'augmentation de la production, le remboursement des crédits et les investissements. Demain d'autres formes de contribution pourront être appliquées dans une agriculture plus développée...

Il s'agit donc de reconstruire à tout prix l'alliance de classe perdue. Cette congélation de la lutte de classe est elle possible dans les conditions politiques que nous savons? Cela débouche sur une alliance nécessaire avec la DC, et sur une répression des tendances de gauche dans les campagnes si l'on veut stabiliser le processus à tout prix...

— D'autres tendances à l'intérieur de l'UP, notamment dans le PS et le MAPU, visent à tenter de sortir de l'alternative entre la radicalisation des couches les plus pauvres ou l'assujettissement prioritaire aux tâches productives. Partant de l'inévitabilité de l'affrontement, étant données les conditions politiques déjà créées, ces partis veulent renforcer l'alliance entre les paysans pauvres, le prolétariat et le sousprolétariat, au moyen d'une extension des secteurs réformés en relation avec le développement des centres de réforme agraire (CERA).

De toute façon le processus ne peut s'arrêter. Les limites de la RA sont celles d'un capitalisme coopératif et chaque pas plus en avant peut déclencher une guerre civile dont les combats et les assassinats de l'été 72 perpétrés par la droite ne sont peut-être que les sanglants prémices.

3. LES LUTTES URBAINES ET LA BATAILLE DE LA CONSOMMATION

La mobilisation des «pobladores» — les habitants des bidonvilles et des zones détériorées des grandes villes — avait joué un grand rôle dans la montée au pouvoir d'Allende. Les partis de l'Unité Populaire et le MIR s'étaient infiltrés dans la brèche que la DC avait creusée en démontrant l'incapacité du capitalisme dépendant de résoudre la crise structurelle du logement, et en mettant à jour le sens politique de leur projet assistancialiste.

L'organisation et le courage de ces masses face à une répression policière qu'accompagnaient généralement les occupations de terrains avaient transformé chaque «campamento» en un nouvel univers social régi plus ou moins bien, suivant les cas, par une organisation collective et une ligne politique spécifique. Qu'est devenue sous l'UP cette mobilisation qui, avec ses 300 000 pobladores, comptait plus que tous les syndiqués de l'industrie et de l'agriculture?

a) les pobladores et l'UP

La première année avait vu un déplacement des militants vers des combats plus chauds — le MIR abandonne ses thèses de «l'occupation du terrain à la prise du pouvoir» —. Le gouvernement promet 100 000 logements par an, mais malgré le massif ettort entrepris (intervention dans les entreprises de ciment, programme favorisant les petites entreprises de construction, exécution directe de l'état, formation de brigades de travailleurs), il se heurte à l'opposition du monopole privé de la construction défendu par la très réactionnaire Chambre Chilienne de la construction. D'autre part, il ne peut changer la loi qui spécifie que le secteur public ne peut réaliser que 20%

des projets du ministère : elle reste bloquée au parlement par la DC. Enfin les entreprises boycottèrent le système d'adjudication de projet et durant les 7 premiers mois, pratiquement rien ne fut construit. Mais les masses laborieuses attendent patiemment, avec confiance en leur gouvernement.

«L'opération hiver» et la remise de milliers de maisonnettes préfabriquées en bois ainsi que la création de secteurs d'exécution directe dans les organes du ministère du logement sont des succès non négligeables mais le relatif échec des brigades de travailleurs, la permanence de la domination des grandes entreprises sur les plus petites(1) maintiendront dans une situation critique et instable les ouvriers de la construction.

Dans cette situation les pobladores durent lutter contre l'opportunisme de la DC qui organisait des occupations de maisons (populaires) en construction afin de semer le désordre et la division au sein des masses, et durent se battre contre les agissements des municipalités aux mains de l'opposition, contre la bureaucratie du ministère du logement dont une grande partie reste sous l'influence de la DC (qui l'avait créé sous la présidence de FREI), mais ils restent en relation confiante dans les négociations avec le gouvernement.

Paradoxalement les occupations et l'agitation reprendront dans les bidonvilles au début 72, alors que 70 000 logements sont en train d'être construits, effort relativement faible par rapport aux besoins mais immense dans l'histoire chilienne de la construction. Ce n'est donc pas une simple revendication urbaine qui explique la mobilisation des pobladores. Cette partie de la population, bien que n'étant pas en marge du système, occupe une position bien spécifique dans la structure de classes, à savoir qu'y domine le prolétariat instable des entreprises non-monopolistes , qui n'appartiennent pas au secteur dominant de l'économie. (majorité d'ouvriers des petites et moyennes entreprises, des ouvriers de la construction, etc...).

Ils représentent une fraction de classe (numériquement très importante) absente politiquement du projet gouvernemental, et la contradiction **politique** — à savoir le fait d'attendre avec conscience (ou discipline) politique, la réalisation de la première étape anti-impérialiste et anti-monopoliste, pour le secteur le plus opprimé du système — s'exprime dans l'unique canal (2) qu'ils ont : la revendication urbaine.

En d'autres termes, la revendication urbaine, centre des intérêts sociaux immédiats des pobladores, exprime avant tout les contradictions politiques de leur situation générale avec une certaine stratégie de l'11P

b) stratégies politiques et alliances de classes

Cette relation se pose donc en dernière instance en termes politiques.

- 1- La droite et plus particulièrement la DC, d'abord désorientée dans les premiers mois de l'UP, trouve par la suite un terrain à sa mesure. Elle concentre son action dans l'organisation territoriale des Associations de voisins où elle tente à son tour de démontrer l'incapacité de l'UP face aux problèmes du logement et à la gestion communale. Et puis, dans les quartiers riches elle met en place des réseaux de protection (?) de la communauté (PROTECO), véritable organisation paramilitaire (l'influence de la CIA se fait directement sentir dans la manière dont sont organisés ces réseaux) qui maintient dans une psychose de la guerre civile les habitants aux ordres des groupes d'action fascistes (Patrie et Liberté en particulier). Le quartier résidentiel de Santiago se trouve ainsi transformé en forteresse de la réaction (les frigidaires sont pleins, les réserves d'essence et de bien d'autres choses sont organisées par blocs de maisons, les comités de vigilance patrouillent, etc...). Bref la puissance de leurs moyens matériels leur permet une grande efficacité qui bien sûr n'est pas que défensive : les ilôts de gauche, comme certains campamentos isolés, sont soumis à d'intenses provocations et à des agressions sauvages.
- 2- De son côté l'UP et en particulier le PC, après avoir tenté de donner des solutions immédiates essaie de circonscrire le mouvement à des revendications propres à l'urbain. En limitant ses relations politiques avec les pobladores à une simple assistance (sur le même terrain que la DC), l'UP déclenche des réactions immédiates des pobladores.
- 3- Enfin tout un mouvement de la gauche révolutionnaire (et non seulement le MIR) veut tenter de créer à partir des organisations de quartier les bases d'un pouvoir local réel, capable de remplacer les Associations de Voisins et le système institutionnel communal traditionnel, capable de riposter aux manœuvres de la réaction grâce à l'action directe et organisée des masses.

Cette divergence au sein de la gauche s'est d'abord concrétisée par la création, en plus du commando pobladores CUT déjà existant, de la CUP (Central Unique des Pobladores) sous l'initiative du PS, le MAPU étant présent à la fois dans les 2:

Il faut malheureusement le signaler, cette divergence s'est traduite par la mort d'un poblador et par des blessés au cours d'une violente descente des carabiniers et détectives dans les campamentos de Lo Hermida (3), puis par les sévices subis par ceux qui furent appréhen-

- (1) Les grandes entreprises (9,8% du total) ont absorbé 77% des investissements du ministère du logement, alors que les petites entreprises (61,8%) n'ont eu droit qu'à 1,4% des mêmes investissements.
- (2) Les ouvriers des entreprises de moins de 25 salariés, où il n'y a pas de syndicats, ne sont pas représentés à la Centrale Unique des travailleurs (CUT).
- (3) Campamento de ligne PIR, PS, USP.

dés à la suite de l'affrontement. Ce n'était pas seulement une «erreur» de la police ou une simple affaire de droit commun. Malgré certaines tentatives d'étouffement de la presse, l'affrontement caus un profond émoi au Chili. La décision d'Allende de se rendre en personne sur les lieux et l'attitude des dirigeants des campements empêchèrent le développement d'une crise au sein de la gauche. Enfin la question du pouvoir local se repose dans la bataille de la consommation, bataille qui est depuis juillet 72 au centre des luttes et qui depuis la crise d'octobre est devenue primordiale.

c) la bataille de la consommation

L'élévation générale de la consommation en particulier pour les revenus les plus bas avait été spectaculaire en 1971.

Pouvoir d'achat des salaires				
onu'b recessor	indice des salaires	indice des prix à la consommation		
1968 Oct.	1 187,0	77,71		
1969 Oct.	1 605,4	98,88		
1970 Oct.	2 450,7	134,07		
1971 Juil.	3 529,8	150,40		

En 1972, face à la situation exposée dans les chapitres précédents, inflation galopante, hausse des prix, pénurie de certains aliments, le tout amplifié par une propagande intensive de la droite («Madame, remangerez-vous un jour de la viande?»), le gouvernement devait réaliser trois tâches: l'intervention de l'état sur l'appareil monopoliste de distribution, le contrôle des prix et du ravitaillement, la mobilisation des masses face au problème afin de leur montrer la véritable origine de la pénurie, de leur faire découvrir les vrais ennemis et de leur donner le pouvoir pour défendre leur consommation. Il s'agissait, donc, non seulement, d'attaquer de front le marché noir et la spéculation, mais aussi de remplacer le système capitaliste dedistribution (4).

Ainsi furent lancées les Associations pour le ravitaillement et le contrôle des prix (JAP) (5) qui sur des bases locales regroupèrent les organisations de masses existantes. Elles devaient assurer l'approvisionnement des commerçants du quartier, contrôler la commercialisation, le prix et la qualité des marchandises, organiser les petits commerçants afin qu'ils collaborent avec les consommateurs, éduquer les consommateurs, etc...

Ceci ne se fait pas sans problèmes ; certaines JAP restent de simples appendices de contrôle de la Direction de l'Économie (DIRINCO)(6) sans pratique effective des masses concernées, et sans défense face à la campagne idéologique de la droite. D'autres contrôlées par la DC demandent l'impossible au gouvernement et font de la surenchère. Enfin de nombreuses se transforment en organes de négociation ente l'État et les petis commerçants au lieu d'être un organe mobilisateur. Malgré ces premières déviations, les JAP ont eu l'avantage de porter un sérieux coup à la réaction sur son terrain favori, d'incorporer à la lutte des milliers de ménagères (qui on le sait votent plus à droite que les hommes au Chili), de mettre en place les bases d'un nouveau système de distribution.

(3) Campamento de ligne PIR, PS, USP.

(4) Rappelons qu'en 1971 malgré l'élévation du pouvoir d'achat 7% de la population consomme 50% du total !

(5) L'initiative fut lancée en août 71 par le ministre de l'Économie Vuskovic, mais c'est seulement en janvier 72 que les JAP acquirent une véritable dimension de masse. En août 72 il existe à Santiago 670 JAP locales et 10 JAP commu-

En août 72 il existe à Santiago 670 JAP locales et 10 JAP commu nales qui ont parmi leurs membres 3 200 commerçants. (6) Des inspecteurs de cet office furent habilités à perquisitionner

chez les commerçants accapareurs dénoncés par les JAP.

d) la crise d'octobre et l'entrée des militaires au gouvernement

La question du ravitaillement devient encore plus centrale pendant la «grève des patrons». La mobilisation de toute la gauche chilienne unie contre le fascisme, donne lieu à une formidable bataille pour la mise en place (dans des conditions impossibles) de l'approvisionnement des secteurs. C'est un saut qualitatif et quantitatif dans cette complexe bataille. D'une part les pobladores voient clairement qui sont leurs véritables ennemis, ils organisent des systèmes de distribution qui dépassent le projet des JAP en mettant les petits commerçants sous le pouvoir des masses. D'autre part on assiste à la multiplication des Conseils Communaux qui regroupent toutes les organisations en lutte sur une base locale. Ce mouvement dû à l'initiative du PS regroupera tous les partis à l'exception du PC. Mais leur développement sera de courte durée, la crise prend fin avec la venue du nouveau ministre de l'intérieur: le Général Prats.

e) la question du rationnement

Dès le mois de décembre, il existe un accord de toutes les formations de gauche, y compris le MIR, pour mettre fin aux circuits parallèles qui avaient été organisés, en octobre, par certains syndicats au niveau des entreprises. Le contrôle de la population sur le ravitaillement doit désormais s'effectuer uniquement sur une base locale, sous le contrôle des «JAP». On pense éviter ainsi l'existence de deux circuits; un seul travailleur recevant dans certains cas un premier contingent de ravitaillement par son usine et un second par son organisation de quartier, devient fatalement vendeur au marché noir.

Au mois de janvier, les JAP ont généralisé la distribution sous forme de «panier populaire d'achats», un contingent d'articles de première nécessité sur une base familiale hebdomadaire. Un système de cartes de ravitaillement a été instauré par certaines JAP pour éviter les queues aux usagers et tend à se généraliser sans statut légal. Le Parlement refuse la légalisation du rationnement, qui pourtant serait une mesure populaire dans la conjoncture actuelle. C'est en fait une décision tardive, étant donné le développement du sabotage économique et du marché noir. Le Parlement refuse également le vote d'une nouvelle loi sur le délit économique.

Dans ces conditions deux voies sont ouvertes : la première, dans la suite de la «ligne de masse», fut présentée par le ministre des Finances FLORES le 10 janvier et préconisait de s'appuyer pleinement sur les JAP pour la lutte contre le marché noir. L'autre, dans la ligne centraliste, est ouverte par le décret signé le 22 janvier par le ministre de l'économie, MILLAS (PC) et le ministre de la Défense, TOHA (PS). Il introduit les carabiniers et les militaires dans la responsabilité et l'organisation du ravitaillement, et non plus simplement dans la répression du délit de refus de vente, prouvé en cas de découverte de stocks clandestins.

Le Secrétariat National à la Distribution et à la Commercialisation, dirigé depuis sa création en octobre 72 par le socialiste Julio STUAR-DO est remanié. Le socialiste est remplacé par un général d'aviation.

Quatre officiers supérieurs dont trois en exercice (terre, air, mer) et un à la retraite (terre) sont nommés comme adjoints. Les carabiniers sont chargés d'une remise en ordre des JAP et commencent à s'en acquitter sur un mode autoritaire. Les JAP passent ainsi du rôle d'organes de contrôle populaire autogérés sous l'égide des partis et des organisations de masse, à celui d'instance autogérée d'assistance au pouvoir d'État. La justification du décret c'est la lutte contre le marché noir (qui s'effectue parfois à partir des JAP, manipulées ou pénétrées par la droite et les spéculateurs) ; c'est aussi qu'on va continuer par cette mesure à mettre les militaires et les carabiniers en position d'affronter l'ennemi de classe (la bourgeoisie spéculatrice) ; ce ceci est la poursuite de l'opération de conversion des Forces armées dans la direction de l'appui aux classes populaires. Les dendances de gauche révolutionnaire dans l'UP y voient de toutes manières un coup d'arrêt au processus de mobilisation populaire et à la création d'un pouvoir populaire autonome de l'État bourgeois.



VII LE GOUVERNEMENT, L'ARMÉE ET LES MASSES

1. LES FORCES ARMÉES CHILIENNES

. 5

Avec ses 47,500 hommes (Armée : 24,000 ; Marine : 15,000 ; Aviation : 8,500) y compris les conscrits, l'armée chilienne ne représente pas une caste prétorienne redoutable. C'est une petite armée formée entre 1885 et 1900 à l'école prussienne, au respect du pouvoir civil constitutionnel. On doit compter à part la police encasernée des Carabiniers du Chili (25,000 hommes) uniquement professionnelle, qui dépend du ministre de l'intérieur sauf en cas d'état d'urgence où elle est placée sous commandement militaire du chef de zone.

Dans les années 20, elle commence à faire de la politique et appuie la dictature d'un président-militaire, le général Ibanez, qui réforme la constitution dans le sens présidentiel, met fin au pouvoir de l'oligarchie traditionnelle pour introduire le pouvoir d'une nouvelle bourgeoisie dépendante industrialisante. En 1932, l'armée chilienne et l'aviation sont partie prenante dans un coup d'état qui met au pouvoir pendant treize jours une «république socialiste» bientôt renversée sans combat par des tankistes plus modérés. Elle rentre plus ou moins volontairement dans ses casernes après cet intermède et ne fait plus aucune action politique jusqu'en 1969. On considère qu'en moyenne elle est plutôt modérée du point de vue politique mais le corps des officiers reflète l'ensemble des opinions politiques qui ont cours dans la classe moyenne chilienne, du socialisme au fascisme, et dans ces conditions, tant que le système mis en place par la constitution de 1927 reste intact, elle n'intervient pas en politique.

Le Chili a connu depuis 1933 des gouvernements radicaux, d'extrême droite, de front populaire, la 2ème présidence mi-fascisante mi-populiste d'Ibanez, la présidence paternaliste et traditionnelle d'Alessandri, la présidence de Frei, sans que l'armée prenne part à la vie politique sauf quelques petits complots d'officiers à la retraite sans conséquence.

En 1969, cette abstention prolongée s'interrompt, Le Général Viaux anime un mouvement militaire qui se traduit par une «occupation de caserne» et une série de demandes de caractère économique et professionnel (réajustements de salaires pour les officiers et achats d'armements). Le gouvernement Frei, sur sa fin, doit céder sur ces points mais le mouvement s'effrite quand certains officiers «activistes» veulent l'entraîner dans la voie d'une action proprement

L'histoire de l'armée chilienne est celle d'une lente dégradation de son prestige et de sa position dans la société : les gouvernements de droite ont eu tendance à rogner sur les dépenses militaires. Ce sont plutôt les gouvernements qui s'appuient sur des mouvements populaires qui ont augmenté les budgets de la Défense (front populaire, lbanez, Frei), parce que ce sont aussi ceux qui privilégient éventuellement les salariés moyens et l'appareil d'Etat.

En 1970, avec l'élection d'Allende l'armée chilienne est confrontée avec l'arrivée de la gauche au pouvoir à un moment où elle est encore surtout préoccupée par le souci de rétablir la discipline brisée en 1969. L'assassinat dy Général Schneider par des conspirateurs d'extrême droite en relation avec la droite de la Démocratie chrétienne contribue à l'éloigner temporairement de toute attraction vers la droite. Allende a pris soin de maintenir les privilèges de salaires décidés par Frei et se soucie d'accorder aux militaires une place prestigieuse dans le régime, pour obtenir sa neutralité et l'abstention politique.

L'arrivée de l'armée chilienne au premier plan de la politique s'est faite peu à peu au cours de l'année 1972, chaque fois sur décision du Président de la République qui est constitutionnellement Chef des Armées et joue ce rôle avec le plus grand sérieux.

La politique militaire et la militarisation de la politique sous Allende 1°) Le gouvernement de l'Unité Populaire a mené une politique tendant à associer les militaires à l'action gouvernementale :

Il a maintenu les avantages salariaux des militaires et les a renforcés par divers avantages indirects en nature (logement, voitures, indemnités) (cf chiffres du budget militaire).

Il a maintenu un programme important d'achats d'armements (une partie en tout cas du programme lancé sous Frei) comme on peut le constater aux chiffres afférents aux achats militaires effectués aux Etats—Unis. Les achats effectués en Europe ne sont pas connus. Les achats militaires sont hors-budget.

Il a confié à des officiers supérieurs un certain nombre de postes dans le secteur nationalisé : «interventor» de l'Etat dans des mines, des entreprises nationalisées, des corporations para-étatiques.

Il a multiplié les instances techniques dans lesquelles la participation des Forces Armées est demandée (commissions interministérielles et ministérielles où l'Armée délègue un officier qui doit donner le point de vue «défense nationale» sur certains projets économiques ou techniques). Une commission Plan /Forces armées se réunit une fois par mois depuis le début de 1972.

2º) Le Président de la République a été amené à l'occasion d'une série de crises politiques à associer les militaires à la politique proprement dite.

Il a pu bénéficier de leur accord, quand le Congrès a renversé le ministre de l'Intérieur TOHA sur la base d'une accusation constitutionnelle, en nommant immédiatement celui-ci ministre de la Défense (décembre 1971).

Il a pu nommer un premier ministre militaire à la place du ministre PIR quand cette formation modérée se retire de l'U,P, (en avril 1972), Ce ministre militaire disparait du gouvernement seulement quand le ministre de l'économie «gauchisant» Vuskovic, est éliminé pour permettre l'ouverture des négociations avec la D.C.

Il a proclamé l'état d'urgence pendant la crise d'octobre dans un grand nombre de province et s'est appuyé sur l'armée pour faire pièce à la grève patronale (réouvertures d'usines, transports, etc.).

Tout cet ensemble de mesures préparaient clairement une entrée des militaires au gouvernement. Pour mettre fin à la crise d'octobre, le général Prats, commandant des trois armes, un général d'aviation et un amiral entrent au gouvernement (respectivement aux portefeuilles de l'Intérieur, des transports et des mines). Cette décision est prise sur proposition d'Allende contre l'avis d'une partie des formations de l'U.P.

Enfin, dernière étape, les militaires sont chargés de responsabilités précises dans la mise en place d'un système centralisé du contrôle de la distribution et de la lutte contre le marché noir (janvier 1972) aui vient coiffer le dispositif populaire autogéré des J.A.P.

2 . CONTENU DE CLASSE DE L'ACTION POLITIQUE DES MILITAIRES CHILIENS

L'armée appuie de plus en plus le gouvernement Allende, c'est un fait remarquable mais il faut l'analyser.

L' «armée» n'est une entité homogène que du point de vue juridique, du point de vue de l'idéologie de classe de la bourgeoisie. Quant à l'U.P., elle ne prétend pas être autre chose que la représentation d'une alliance de classe défendant aussi les intérêts de la petite bourgeoisie.

L'analyse correcte du ralliement d'une partie du corps des officiers à l'action du Président Allende ne peut être faite sans dépasser l'illusion de l'homogénéité et du caractère non classiste des Forces Armées et en tenant compte de la nature polyclassiste de l'U.P. Mais à ce moment là, il faut décomposer ce ralliement en ses éléments : ralliement des officiers, représentants de la classe moyenne et ralliement de la troupe d'origine populaire paysanne ou prolétarienne, composée de 90% de contingent dans l'armée de terre. C'est ce qu'on hésite à faire au Chili (sauf du côté du MIR) par opportunisme politique. De l'extérieur, on n'a pas les mêmes raisons de suspendre son jugement. On doit donc supposer :

1º) Que la troupe et les carabiniers ont soutenu les forces populaires, notamment pendant la crise d'octobre, en partie sur des positions de classe favorables à la lutte des travailleurs contre le sabotage déclenché par la bourgeoisie.

2º) Que les officiers ont soutenu le gouvernement légal pour éviter l'entrée en jeu directe des forces populaires d'autodéfense illégales, c'est-à-dire sur une position de classe acceptable par la bourgeoisie et qui conduit au compromis qui met fin à la grève patronale.

30) Dans ces conditions, l'appui des forces armées au gouvernement et leur accès aux responsabilités politiques et économiques conserve un caractère ambigu. Il faut chercher à définir ce qui l'emporte : l'appui entraîne-t-il les officiers à soutenir le proces sus révolutionnaire ou au contraire entraîne-t-il le gouvernement à freiner le processus révolutionnaire?

Quel est l'aspect dominant de cette contradiction ?

La réponse est fournie par l'analyse des faits suivants : Les postes ministériels de l'intérieur, des transports, des mines, et le secrétariat au ravitaillement qui ont été confiés aux militaires sont ceux qui conditionnent non seulement le bon ordre en période électorale, mais les conditions concrètes de la redistribution du revenu réel en faveur des travailleurs, qui constitue actuellement un problème vital pour les classes populaires. En cas de succès, ce sont les officiers qui en tireront le prestige politique ; en cas d'échec, c'est l'Unité populaire qui apparaîtra comme responsable. Les por-

tefeuilles de «production», industrie, agriculture, sont laissés aux représentants des syndicats et des partis prolétariens, qui s'enferment par là dans la mission ambiguë du maintien de la production en régime capitaliste, qui comporte nécessairement certaines contra-dictions avec le développement des luttes prolétariennes. Comme en réalité les conditions d'une redistribution réelle du revenu au profit des classes populaires dépend des luttes menées et non de l'efficacité bureaucratique on peut craindre un marché de dupes. Les officiers entrent au gouvernement comme la tête d'une forma-tion polyclassiste représentant les intérêts de la classe moyenne supérieure hostile évidemment à l'hégémonie du prolétariat sur le processus. On peut considérer que les responsabilités confiées aux forces armées viennent compenser l'échec relatif des forces politiques de la bourgeoisie qui n'est pas encore arrivée à imposer le freinage légal avant la crise d'octobre ni le freinage illégal pendant la crise d'octobre. Si cette mesure provisoire se transforme en «ca ractère permanent du processus chilien» comme l'envisage Corvalan, secrétaire général du P.C. dans une déclaration récente, cela signifie que Allende a trouvé une solution de remplacement à l'accord longtemps recherché avec la Démocratie Chrétienne. C'est donc de toutes façons un agrandissement des bases sociales du

longtemps recherché avec la Démocratie Chrétienne. C'est donc de toutes façons un agrandissement des bases sociales du gouvernement vers les couches sociales moyennes, avec cette différence que les officiers ne sont responsables devant aucune base militante populaire en tant que telle et que leur orientation en faveur des intérêts de la bourgeoisie est intrinséquement plus probable encore que dans le cas de la D.C. D'où le conflit politique actuel au sein des partis de l'U.P., qui se trouvent en fait flanqués d'un nouvel allié politique centraliste et modérateur quand s'accentue le caractère décentralisé et dynamique des luttes populaires.

En effet, on voit bien se renforcer depuis l'entrée des militaires au gouvernement la tendance autoritaire de l'U.P., représentée par le P.C. et le Président Allende lui-même. Le rôle confié aux forces armées n'est pas de briser les institutions politiques de la bourgeoisie mais au contraire de mettre au pas les institutions populaires naissantes (J.A.P., comandos communales). Si la mise en ordre des J.A.P. qui est peut être pratiquement une tâche indispensable, avait été confiée aux partis révolutionnaires, le contenu de classe de l'opération, malgré son ambiguité, aurait pu se justifier tactiquement. Mais il faut bien voir que la responsabilité confiée aux forces armées est retirée aux partis prolétariens, et que les militaires et les carabiniers ne peuvent agir que comme agents de la restauration de la légalité bourgeoise qui refuse aux organisations populaires tout statut légal. La nécessité technique de recourir aux militaires qui est évoquée parfois, n'est qu'une façon de parler de l'incapacité de L'Unité Populaire à encadrer les mouvements de masse sur une base unitaire. Le sectarisme des formations de l'U.P. est le reflet de l'origine petite-bourgeoise de la plupart de ses cadres et la corruption, la démoralisation et les passe-droits s'y sont répandus assez vite pour mettre en cause l'efficacité des institutions légales et paralégales. L'entrée des militaires est aussi la représentation de cette faiblesse de l'U.P. dans le cadre du rétablissement de la légalité bour-

Les tâches de lutte contre la spéculation confiées aux officiers peuvent dans ces conditions être parfaitement définies comme une lutte pour la remise en ordre du système capitaliste. L'ordre capitaliste a été profondément touché par la subversion économique tentée par la droite et dont les effets se sont ajoutés à ceux de l'inflation voulue par la gauche pour relancer l'économie et assurer une certaine redistribution. La poursuite du désordre du marché noir, de l'accaparement des produits par la bourgeoisie ne peut que déboucher sur une colère du peuple contre les «affameurs» qui lancerait les masses contre la bourgeoisie. Contre l'esprit comploteur et fascisant des classes bourgeoises urbaines et des latifundistes spoliés, l'armée peut fort bien représenter les intérêts profonds à moyen terme de cette classe parce qu'elle est seule capable aujourd'hui étant donné le degré de polarisation des luttes sociales, de représenter une stratégie de compromis de classe, un rempart contre l'effondrement du système.

Si cette analyse est correcte, on ne peut pas exclure que l'armée soit amenée sous une forme ou une autre à agir répressivement dans les mois qui viennent contre les mouvements de masse, (peut-être en même temps que contre les manifestations fascistes extrémistes). En tout cas, à défaut d'un rebondissement des luttes de masse notamment au niveau des entreprises, où l'intervention des forces armées est exclue, l'opération de freinage au profit des intérêts bien compris de la bourgeoisie chilienne est entamée et le Président Allende, s'il veut échapper à l'allié encombrant qu'il s'est choisi, ne pourra plus simplement se reposer sur son habileté manœuvrière, surtout si les élections sont mauvaises.

3. UNE CONCLUSION PROVISOIRE

Aujourd'hui, à la veille des élections, les contradictions au sein de l'UP sont plus aigües que jamais.

Aux problèmes soulevés par l'entrée des militaires au gouvernement et par la mise en tutelle des J.A.P. s'ajoutent les mesures visant le secteur socialisé de production.

A ce sujet, le conflit éclate entre le P.S. et la présidence de la République quand on apprend qu'un projet de loi a été transmis au Congrès sans consultation du Parti socialiste (24 janvier).

Le projet prévoit les mesures suivantes :

L'expropriation de 49 entreprises serait rendue possible par décret. Pour 123 autres entreprises, la plupart déjà occupées, sous contrôle d'Etat ou autogérées, le projet de loi prévoit la création d'une «Commission des cas spéciaux» dépendant du ministère du Travail qui, selon le communiqué officiel aura la mission de «résoudre les problèmes qui pourraient apparaître lors de la levée des mesures de réquisition ou d'intervention» dans le cas de «celles qui n'ont pas de caractère stratégique pour l'industrie nationale».

Le projet prévoit d'autre part que dans certaines entreprises, «en cas de conflit on proposera la formule de l'administration intégrée» c'est-à-dire le retour provisoire à une co-administration Etat-Travailleurs-Patrons.

Le projet de loi permet, par le vague de certains de ses paragraphes, de penser que la politique gouvernementale n'exclut pas la possibilité de rendre à leurs propriétaires privés certaines industries actuellement sous séquestre, y compris parmi les 90 entreprises qui étaient exigées comme un minimum pour le secteur nationalisé depuis le début de l'année 1972.

Le conflit au sein de l'U.P. s'était affirmé dès le mois de décembre avec le renversement, par le congrès de MAPU, de la tendance qui avait autorisé l'entrée des militaires au gouvernement.

On sait que la question avait suscité des remous considérables dans le P.S., mais la discipline avait joué sur ce point. Avec les deux mesures économiques du mois de janvier, c'est l'ensemble de la politique du gouvernement qui parait contestée par toutes les formations de l'U.P. sauf le P.C. Elle s'appuie en outre sur une mobilisation de la classe ouvrière qui transcende les partis politiques, Le 25 et 26 janvier, les ouvriers d'une zone industrielle importante de Santiago (Maipu) ont occupé les artères principales par milliers et dressé quelques barricades pour manifester leur volonté définie de ne restituer aucune des industries actuellement séquestrées ou occupées. Le secrétaire général du PS Altamirano, réaffirmait sur place devant une assemblée générale d'entreprise, que la position du P.S. était qu'aucune entreprise occupée ne serait rendue, et en particulier aucune de celles qui avaient été saisies en octobre par les ouvriers pour contrer la conspiration patronale. Le ministre Millas a pris position contre ceux «qui vont jouer les surhommes pour gagner des votes en visitant les entreprises et en disant qu'il ne faut pas les rendre au secteur privé».

Sous une apparence «économique» ce sont en vérité de graves problèmes politiques et de stratégie de classe qui sont soulevés. Il faut se souvenir en effet que la grande contradiction au sein de l'U.P. au sujet de la ligne stratégique n'a pas été résolue depuis un an.

 ni à l'Arrayan, en février, où elle se posait sur le plan de la «mobilisation insuffisante des masses».

-ni à Lo Curro, en juin, où elle se posait en termes de «politique économique trop politisée».

-ni en octobre avec l'entrée des militaires.

Dans ces conditions le problème du ravitaillement comme celui de l' «area social» donnent lieu à des conflits graves au sein de l'U.P.

Derrière le débat sur la ligne centraliste (et bureaucratique) et la ligne de masse il s'agit de savoir s'il est question ou non pendant la présidence d'Allende, de pousser jusqu'au passage au socialisme ou au contraire s'il s'agit d'arrêter le processus au stade de la modernisation capitaliste sous l'égide de plus en plus prononcée de l'armée, à un stade qui pourrait être comparable à la «révolution péruvienne» ou encore à une sorte d'expérience «nassérienne» avec pourtant un niveau supérieur de politisation et de mobilisation des masses.

Rien n'est encore décidé cependant. La preuve est faite qu'il n'y a pas de voie légale et pacifique vers le socialisme, au sens d'une évolution linéaire dans le cadre même des institutions. Tout succès, même relatif, des forcès populaires ne peut au contraire qu'engendrer une accentuation de la lutte des classes, dont l'issue dépendra de la mobilisation populaire mais aussi de la solidarité prolétarienne internationale.

Le soutien à la gauche révolutionnaire chilienne, dans sa double lutte contre la réaction et contre le réformisme, est aujourd'hui une tâche prioritaire pour le mouvement ouvrier dans le monde.

LO HERMIDA en el centro del debate

- ◆ Para el PC: "una provocación de la ultraizquierda".
- ◆ Para el MIR: "la peor cara del reformismo".
- PS y PC discuten nueva política agraria.
- Campesinos denuncian sabotaje a la producción y contrabando de armas de la Derecha.

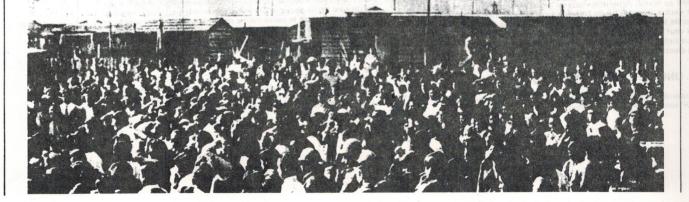


EL MIR: "no fueron capaces de unir al conjunto del pueblo, no lo movilizaron..."



EL PC: "Una cosa son los pobladores y otra los delincuentes y provocadores..."

LOS TRAGICOS SUCESOS DE LO HERMIDA



ANNEXE

ANNEXE DU CHAPITRE I

RAPPEL DES FORMATIONS POLITIQUES CHILIENNES

1 - FORMATIONS DE L'UNITÉ POPULAIRE

Dès 1969, l'Unité Populaire est constituée par 2 partis marxistes, le Parti Communiste et le Parti Socialiste à bases ouvrières et paysannes, par le MAPU — scission de la démocratie chrétienne — regroupant des couches paysannes et de la moyenne et petite bourgeoisie ; et par trois partis réformistes représentant la moyenne et petite bourgeoisie urbaine : le Parti Radical (membre de la 2ème Internationale), le plus important des trois, le Parti Social Démocrate et l'API (Alianza Popular Independiente).

Quelques changements sont intervenus au sein de ces formations depuis la prise de pouvoir d'Allende.

L'1.C. : en août 1971 en réaction contre le glissement à droite de la démocratie chrétienne, une grande partie des jeunesses démocrates chrétiennes fait scission et constitue un nouveau mouvement auquel viennent se joindre rapidement certains membres du MAPU (dont Chonchol - ministre de l'agriculture). Le groupe le plus progressiste de la DC (groupe de Tomic) ne se rallie pas et la base de l'1C (izquierda christiana) évolue très rapidement vers des positions révolutionnaires qui la rapprochent du MIR.

Le M.R.I.I.: en août 1971 également 7 députés et 5 sénateurs quittent le Parti Radical pour créer le Mouvement Radical Independiente de Izquierda (Mouvement Radical Independant de Gauche). Ils reprochent à la direction radicale d'incliner vers le marxisme. Ce nouveau mouvement ne quitte pas l'UP mais essaie à l'intérieur de celle-ci de constituer une «fédération social-démocrate» (anticommuniste) avec l'API et le PSD. Cette tentative échoue. Le MRII devenu le PIR conserve deux portefeuilles, dont celui des mines et joue un rôle charnière dans la négociation menée avec la DC au sujet de la définition du secteur nationalisé (area social de produccion). En avril 1972, les concessions faites à la DC sont désavouées par l'UP. Le PIR quitte l'UP.

Fusion du Parti Radical et des Sociaux-démocrates : le nouveau parti formé en juin 1972 conserve le nom de parti Radical.

2 - L'EXTREME GAUCHE

Il existe plusieurs groupes d'extrême gauche dont l'audience — à l'exception du MIR — est très réduite.

Le Parti Communiste Révolutionnaire, créé en 1965 par des scissionnistes du PC. Il se distingue du MIR par une attitude négative à l'égard del'UP et adhère à une stratégie à long terme de «guerre prolongée populaire».

Le MIR. Le Mouvement de la Gauche Révolutionnaire a toujours exprimé son appui tactique et critique à l'Unité Populaire. Sa critique fondamentale porte sur l'insuffisance de la mobilisation populaire, le respect de l'institutionnalité bourgeoise et le refus de l'UP de préparer l'affrontement armé. Il ne qualifie pas le gouvernement en bloc de «réformiste» mais essaie d'appuyer et de s'appuyer sur les courants révolutionnaires qui existent au sein de l'UP, notamment dans

le PS. le MAPU et la Gauche Chrétienne.

À défaut d'une vraie mobilisation de masse, toutes les mesures antiimpérialistes et anti-monopolistiques peuvent selon le MIR aboutir à la consolidation d'un capitalisme d'État et non au passage au socialisme comme le défend l'Unité Populaire.

Le MIR, à l'origine groupe clandestin assez restreint, impulse les luttes ouvrières, paysannes et de «pobladores» (habitants de bidonvilles) et encourage toutes les formes d'organisation autonome et les formes naissantes de pouvoir local qui soient l'expression des intérêts du peuple.

Les rapports du MIR avec l'UP et en particulier avec le PC subissent des hauts et des bas : très tendus quand l'UP tente de négocier avec la DC, ils peuvent aller jusqu'à l'alliance tactique et l'unité d'action quand la conjoncture est à l'affrontement droite - gauche.

3 - LA DROITE

La Démocratie Chrétienne : depuis l'ascension d'Allende, la DC est divisée sur la tactique à suivre en face de l'UP.

1) Une aile modérée qui joue le jeu parlementaire pour s'opposer à l'UP et envisage de négocier son appui tactique pour modérer la politique du gouvernement.

2) Une aile réactionnaire (Frei) qui n'hésite pas à collaborer avec l'extrême droite pour faire échec à l'UP.

Il semble que ce soit cette tendance qui soit la plus importante à l'heure actuelle. La scission des jeunes démocrates chrétiens n'a pas provoqué de rupture importante dans le parti et les récents accords électoraux passés avec les partis de droite et d'extrême droite paraissent avoir été acceptés. Mais on ne connait pas la réaction profonde des masses populaires DC devant ces accords surtout depuis l'affrontement d'octobre. Les fortes bases de la DC parmi certains secteurs du prolétariat et de la paysannerie lui donnent une importançe incontestable dans le cadre de la lutte de classe qui se mêne actuellement au Chili. C'est un parti qui garde une forte possibilité de mobilisation et sa clientèle n'a pas encore été gagnée à l'Unité Populaire.

Le Parti National (fusion des conservateurs et libéraux en 1966) et le Parti de la **Démocratie Radicale** représentent les intérêts des grands latifundistes et des industriels.

Le Mouvement «Patrie et Liberté» créé au lendemain de la victoire d'Allende rassemble les éléments les plus réactionnaires de la Bourgeoisie agraire et industrielle. Certains membres de «Fiducia» —mouvement bourgeois chrétien intégriste — et qui entretiennent des liens étroits avec les fascistes brésiliens de «Tradition, Patrie et Liberté» forment une bonne partie de ses cadres.

Sa doctrine politique, qui ne cache pas son idéologie fasciste, prêche l'État «intégriste» et le gouvernement autoritaire. «Patrie et Liberté» qui reste en partie une organisation clandestine, a organisé différents fronts de «masses».

Son importance numérique est difficile à saisir à l'heure actuelle mais ses moyens financiers importants lui permettent d'entretenir des équipes techniques perfectionnées (un contingent de 3 000 activistes bien payés).

ANNEXE DU CHAPITRE III

LA PRESSE ET LA DROITE

Sur les 64 journaux et les 134 stations de radio du pays

	Journaux	Radios	Total
Appuient le Gouvernement	10	36	46
Appuient l'opposition	45	82	127
Indépendants	9	16	25

Le gouvernement dispose de 23% des moyens de communication, tandis que l'opposition en contrôle 64%. Si l'on fouille un peu dans les participations financières des journaux de l'opposition et dans leur passé, on y retrouve les 10 groupes financiers qui contrôlaient en 1965 78% du capital des entreprises anonymes chiliennes, en étroite liaison avec les intérêts impérialistes. On retrouve sans surprise dans ce secteur clef la domination des quelques groupes (étroitement liés entre eux par des alliances familiales et financières) qui depuis toujours ont décidé de la marche générale de l'économie.

Il suffit de parcourir les journaux d'un kiosque ou écouter un moment une radio privée pour affirmer que la sacro-sainte liberté d'expression n'est pas menacée au Chili. Editant un journal pour chaque couche de la population, les idéologues de droite servent chaque jour à travers les recettes les plus variées tous les degrés de l'anti-communisme, de l'antimarxisme, de l'anti-gauchisme, des plus grossiers aux plus raffinés.

Voici un échantillon du genre :

«Chiliens les communistes effaceront le nom de Dieu de la constitution et ensuite ils effaceront la constitution».

«Jeune chiliens, ! que ton premier vote ne soit pas le dernier !».
«Un gouvernement avec des communistes ouvrira les portes du Chiliaux tanks soviétiques pour définitivement écraser ce que nous avons de plus sacré : la liberté!».

«Pénurie pour 6 ans» «Barbarie marxiste du Lycée 13 : les hordes rouges ont dépecé le chien mascotte des lycéennes» (avec photo touchante de l'animal qui bien sûr n'avait rien eu), «l'U,P, responsable des morts dues à l'accident de bus : les pneus étaient lisses et il n'y en a plus de neufs à cause de la politique économique du gouvernement», «l'U,P, responsable du crime du stade espagnol, Le geste de l'assassin est dû à la campagne de démoralisation que provoque le gouvernement»... C'est le scénario classique : amplification des divisions à l'intérieur de la guache, un article chaque semaine sur la répression contre la religion à Moscou, sur les queues devant les magasins, propagation des bruits sur la pénurie de certains produits (pour provoquer ou accélérer leur stockage) sans compter les innombrables provocations faites à l'armée : de la dérision aux insultes en passant par les gérémiades sur les illu-

sions putschistes décues. Voici les dernières paroles d'une «radio libre» reproduites en premières pages du Mercurio au moment de la crise d'octobre : «Nous déplorons qu'un gouvernement marxiste ait mis les Forces Armées dans cette triste situation. Je suis sûr qu'elles prêtent obéissance par respect de la constitution, mais non par respect de leurs convictions propres et de leurs consciences qui restent confondues pour nous, depuis notre enfance, avec l'image de leurs défilés et de leurs drapeaux. Elles resteront toujours dans notre cœur le symbole de la liberté et de la patrie.» C'était la vibrante prose du député V. Dlez.

Que fait la gauche ? Au niveau de la grande presse elle est bien faible relativement en talent et tirages. Heureusement le bruit des masses et de leur lutte surpasse celui créé par les forces de l'argent.

ANNEXE GÉNÉRALE

QUELQUES POSITIONS CARACTÉRISTIQUES.

1. LE GÉNÉRAL PRATS, MINISTRE DE L'INTÉRIEUR Le mythe de la société sans classes.

«L'armée n'a pas de complexe de classe ; ses cadres reflètent la réalité sociale du Chili, parce qu'ils sont extraits proportionnelement de tous les niveaux de la communauté nationale...».

(Chile hoy - 10-11-72)

2. MIREYA BALTRA, MINISTRE «COMMUNISTE» DU TRAVAIL

La collaboration de classe.

...

«Si nous partons du fait que ce gouvernement est celui des travailleurs, le travail doit nécessairement passer à un autre niveau de vie. lci il faut travailler et produire plus. On dit «les travailleurs au pouvoir». Ce qui est correct, mais avec quels mécanismes? Avec la participation, avec la bataille de la production, avec le travail volontaire. C'est une manière de gouverner avec les travailleurs... Nous avons dit que les dirigeants syndicaux se doivent de travailler afin qu'ils aient l'autorité morale pour exiger à leurs bases de lutter pour l'augmentation de la production. Il est facile d'être un leader maintenant, d'occuper une industrie. Pourquoi ne le faisaient-ils pas avant? Maintenant, ils abusent parce qu'il n'y a pas de répression du gouvernement de l'UP, et ceci n'est pas le signe d'une hésitation ou d'une faiblesse du gouvernement : cela fait partie de sa conviction et de ses principes.».

3. UNE OUVRIERE D'USINE La vigilance et l'action.

«Dans mon usine, nous organisons des groupes de camarades pour monter la garde la nuit... Je crois que le camarade Allende a été trop mou. Il dit qu'il ne veut pas de violence. Moi je crois que nous devons répondre avec plus de force, mater les bourgeois : ils veulent nous prendre ce que nous avons obtenu...».

Interview d'Alejandrina Valdès - ouvrière de 22 ans - Chile hoy - 27-10-72.

4. LE CONGRES DU MAPU La bataille n'est pas finie.

«Le nouveau gouvernement, même avec la participation de membres de la CUT, paraît donc paver le chemin de la «démocratie avancée» bloquant les perspectives socialistes comme les réactionnaires. Tout n'est cependant pas si clair . La droite monopoliste ne s'est pas avouée vaincue et joue maintenant à renforcer les contradictions entre les forces armées et l'UP, en même temps qu'elle exploite le mécontentement causé par la crise économique toujours pas affrontée et qu'elle travaille souterrainement à introduire des failles dans la discipline des forces armées. Pour sa part, la DC ne sera satisfaite que quand elle aura obtenu «l'épuration définitive de l'UP de tous ses éléments socialistes» : la consolidation d'un capitalisme d'état d'un type nouveau exige pour elle l'option définitive de l'UP pour une ligne centriste, ce qui passe par l'approfondissement des contradictions entre les secteurs socialistes et centristes de la coalition gouvernementale et la recherche de leur séparation définitive. Les secteurs socialistes, pour leur part; sont de toute façon sortis fortifiés de cette crise, et comptent encore avec une considérable marge de manœuvre, en particulier sur le terrain économique et grâce au pouvoir populaire croissant des masses, pour essayer encore d'impulser de l'intérieur du gouvernement une perspective révolutionnaire. ».

5. UNE HABITANTE DES BIDONVILLES L'organisation et la lutte des classes.

«Maintenant nous connaissons la force du patron, mais nous savons aussi que nous sommes forts. On s'était battus contre les riches seulement pour des augmentations de salaires. Nous savons que nos droits vont de l'occupation de l'usine, de l'expropriation, jusqu'à ce que les ouvriers la dirigent et la fassent produire...

... Le gouvernement et ses dirigeants sont en haut et ne descendent pas voir ce qui se passe en bas dans le peuple. Les ministres, par exemple, devraient aller dans les poblaciones, dans les usines ; ils devraient parler et discuter avec le peuple. Parce que il est très facile d'être révolutionnaire derrière un bureau, mais il est moins facile d'être révolutionnaire en restant en contact avec nous parce qu'à nous on ne peut pas nous raconter d'histoires, parce que nous sommes nombreux et parce que nous pouvons poser des questions difficiles... La tâche du gouvernement et des partis de gauche devrait être de se préoccuper plus de notre vie actuelle, de ce que nous pensons, de notre organisation, qui, souvent, n'a rien à voir avec celles qu'ils veulent mettre en place, avec ce qu'ils pensent...

... Ils discutent et personne ne sait de quoi, mais on sait toujours avec qui ; avec les riches, avec la droite ou la DC, ce qui revient au même. Le gouvernement devrait s'appuyer sur les travailleurs qui sont ceux qui le soutiennent, ceux qui lui donnent la sécurité de ne pas être renversé comme ça, parce que les bourgeois ont peur de nous...

... Ici pour quoi que ce soit on fait des assemblées générales et nous avons aussi d'autres fronts : le front de la culture, de la santé et de la garde. Dans chaque front participent des délégués de bloc. Avant, ça s'appelait des Milices Populaires. Maintenant c'est le Front de garde et tout le lumpen qui était venu avec nous et qui nous volait et nous attaquait a disparu. C'est l'œuvre de nous seuls, de notre organisation...

... On a formé un commando de ravitaillement composé de délégués de chaque pâté de maisons; il y a 23 blocs très bien organisés. Ce Commando va chercher la marchandise à une épicerie populaire que nous avons créée. Chaque délégué par blocs sait le nombre de familles de son secteur, et demande dans cette épicerie les rations dont il a besoin ou les emmène avec son chariot dans son bloc et là dans un local spécial les répartit à chaque famille...

... Les réactionnaires parlent de rationnement comme si c'était un mot qui allait effrayer le peuple. Ils ne se rendent donc pas compte, que nous avons toujours vécu rationnés ? Et rationnés avec les salaires que nous payaient les riches. J'ai commencé à travailler à 8 ans, on était 7 enfants et ma mère était morte. Ça doit sûrement leur paraître tragique, mais pour la classe laborieuse ça parait normal. Je sais ce que c'est le rationnement, et pas seulement moi, mais tous les travailleurs le savent. Le rationnement aujourd'hui c'est pour les riches, ce n'est pas pour nous. Ils ne se rendent pas compte non plus que la ration familiale est une chose bonne. Avant que le Ministre parle de rationnement, il y avait déjà à Lo Hermida, à la Nouvelle Havane, l'occupation du grand magasin Almac. Et ils viennent nous parler de ration populaire comme si nous étions désemparés! Nous, le peuple qui avons commencé à la lancer! Et la droite pousse des cris au ciel et parle des cartes de rationnement comme si c'était l'enfer! Laissez moi rigoler! Ces dames des beaux quartiers ça me fera plaisir de les voir avec une carte à la main en train de faire la queue ! Sûr que ça leur plaira pas, sûr que c'est une mauvaise chose pour

Question. - A qui vas-tu donner ton vote?

R.- «A un candidat qui soit bien révolutionnaire, un de ceux qui avancent sans transiger, et qui s'appuient sur le peuple.».



Les surplus qui seront accumulés par la vente du présent document seront remis au COMITE DE SOLIDARITE QUEBEC-CHILI

source

Le présent document est tiré du BULLETIN de LIAISON du CEDETIM (Centre socialiste de documentation et d'études dur les problèmes du Tiers-Monde) No. 26; Février 1973

Disponible à: SECRETARIAT QUEBEC AMERIQUE LATINE

1750 Saint-Denis (suite 200)

Téléphone: 842-7370

- capitaline d'état]

Vustovie

LIBRAIRIE PROGRESSISTE 1867 Amherst, Mtl. 132 Téléphome: 522-1373